

Colloque international – Lille – IFRESI-CERAPS-CLERSE
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales,
8, 9 et 10 juin 2006

Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ?
Trajectoires, pratiques et organisations militantes

La sociologie de l'engagement militant :
un champ de recherches à décloisonner

Frédéric Sawicki (CERAPS/Lille 2) – frederic.sawicki@univ-lille2.fr
Johanna Siméant (CERAPS/Lille 2 et CRIS Paris I) – jsimeant@univ-paris1.fr

Cette introduction se veut moins un ^{nième} *survey* sur l'analyse de l'engagement qu'une sélection, nécessairement partielle, de quelques axes de réflexion qui nous semblent parmi les plus stimulants et de ceux qui méritent d'être encore approfondis à l'intérieur de ce champ de recherches particulièrement dynamique et prolifique.

La sociologie de l'engagement militant, si l'on entend par là toute forme de participation *durable* à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause, a connu en effet, au cours de ces quinze dernières années, en France spécifiquement mais aussi dans la littérature scientifique internationale, à la fois un regain spectaculaire d'intérêt et un profond renouvellement de ses questionnements. Si ce domaine de recherche, en association avec celui des mobilisations collectives, ne s'est pas encore totalement constitué dans notre pays comme un sous-champ disciplinaire distinct (manque par exemple encore pour cela une revue spécialisée), ce n'est pas faute de participants, comme le montre le nombre très élevé de propositions de communications reçues à ce colloque (93), mais peut-être uniquement en raison de la provenance disciplinaire variée de ses protagonistes – principalement la science politique (particulièrement représentée), la sociologie et l'histoire et, dans une moindre mesure l'économie et la psychologie sociale.

Du point de vue des terrains d'investigation, ce regain n'a pas touché tous les types de militantisme : le militantisme « moral » (Reynaud, 1980) baptisé parfois « altruiste » (Giugni et Passy, 2001), qui caractérise les mouvements de défense des « sans » ou de protection de l'environnement ou encore les mouvements humanitaires au sens large, a plus polarisé l'attention que le militantisme partisan, syndical ou professionnel, mais aussi que le militantisme dans des associations de défense d'intérêts locaux¹. Tout se passe comme si le militantisme lié au travail et à la défense du niveau de vie, sous ses formes coopérative, mutualiste, associative, syndicale ou partisane, était aujourd'hui abandonné aux historiens

1. Les associations locales ont été paradoxalement délaissées après avoir fait l'objet de nombreuses investigations à la fin des années 1970 en particulier dans le cadre du programme Observatoire du changement social du CNRS.

(Dreyfus et *al.*, 1996). De même, cela a été maintes fois souligné, le militantisme dans des organisations attirant de manière principale des personnes orientées à gauche a été plus exploré que celui concernant plus particulièrement les personnes orientées à droite (syndicats patronaux ou de professions indépendantes, associations de défense du patrimoine, de l'école privée, clubs service²...). Le caractère sélectif du choix des terrains de recherche a ainsi contribué à sa manière à alimenter la croyance dans le déclin de certaines formes de militantisme (le syndicalisme, le militantisme partisan) ; il n'a en tout cas pas contribué à légitimer ces dernières (Collovald et *al.*, 2002).

Pourtant, le militantisme partisan de gauche reste en France le cadre sous-jacent à de nombreux travaux sur l'engagement. Julien Fretel (2004 : 77) rappelle à juste titre « *lorsque l'on parle du militantisme en général, et du militantisme dans les partis politiques en particulier, tout se passe comme si les pré-supposés engagés dans ce cadre notionnel s'inspiraient presque exclusivement des expériences d'engagement à gauche* ». Cet effet a été renforcé en France par l'appui de nombreux sociologues du politique sur le travail pionnier³ de Bernard Pudal (1989), et par l'existence d'un nombre important de travaux consacrés au militantisme communiste⁴. De manière générale, le modèle qui est à l'arrière-plan de nombreuses réflexions sur l'*engagement* (dans ce que le terme désigne précisément de prise de rôle inscrite dans le temps) demeure celui du militantisme de type ouvrier et communiste. Mais ce modèle est à la fois implicite (voire refoulé) et particulièrement mal maîtrisé, dans la mesure où il est renvoyé à un « avant » qu'on s'est en général fort peu donné les moyens d'étudier. Cela a eu plusieurs effets.

Dans l'analyse de l'engagement en général, la référence au militantisme communiste a contribué à nourrir une opposition tacite (qui avait certes d'autres causes) entre le « vieux » militantisme ouvrier et les supposés « nouveaux engagés ». Cette opposition se combine à l'idée, soutenue notamment par les tenants de la thèse du postmatérialisme et de celle de la nouvelle culture politique, selon laquelle se développeraient de nouveaux clivages générant de nouvelles revendications (Touraine, 1969 ; Offe, 1997 ; Inglehart 1977 et 1993 ; Clark et Hoffman-Martinot 2003). Cette opposition est assez connue, comme le sont aussi ses critiques justifiées (Fillieule 1997 : 191-201 ; Collovald et *al.*, 2002 : 181-187). Elle a été aggravée par l'histoire spécifique de la sociologie des mouvements sociaux aux États-Unis, pour laquelle le terme même de *social movement* semble exclusif de la référence au mouvement ouvrier. Le ralliement d'une partie des sociologues européens des mouvements sociaux, au cours des années 70-80, aux supposés NSM, a largement diffusé ce postulat. L'analyse de l'engagement dans le monde syndical semble ainsi avoir été singulièrement délaissé sinon sous l'angle du désengagement (Croisat & Labbé 1992). Pendant longtemps ont ainsi coexisté sans grands échanges une sociologie du syndicalisme dont l'entrée par les organisations, les relations professionnelles et les mutations du salariat, la conduisait moins à s'intéresser aux trajectoires militantes qu'à la crise du syndicalisme dans son ensemble (Mouriaux 1983 et 1998 ; Tixier 1992 ; Labbé 1996 ; Labbé & Courtois 2001 ; Andolfatto & Labbé 2006a et 2006b) et une sociologie qui faisait sa place à l'engagement, mais soit dans le cadre du PC, soit ailleurs, notamment dans le monde associatif comme en atteste la multiplication des monographies locales qui ont été consacrées au milieu communiste dans les années 80 (Fourcaut 1986 ; Retière 1994 ; Hastings 1989).

2. Seul le militantisme dans le monde agricole a fait l'objet d'enquêtes approfondies (Maresca 1983 ; Lagrave 1987 ; Purseigle 2004). Sur les clubs service, voir la thèse de Sandrine Gousset (2004) sur le Rotary Club.

3. Tout particulièrement sur ce qu'il permet de penser des gratifications et des logiques du lien entre l'individu et l'organisation.

4. Parmi les exemples récents Marijnen (2000), Mischi (2002), Ethuin (2003a) et Leclercq (2005).

En ce qui concerne l'engagement partisan en particulier, le militantisme dans les partis autres que le parti communiste a été longtemps négligé, d'autant qu'il semblait faiblement correspondre au modèle de la remise de soi à l'organisation (Fretel, 2004 : 77), une *fides implicita* dont il faut aussi rappeler qu'elle fut sans doute plus nuancée que l'institution communiste ne le rêvait ou le mettait en scène (Collovald et *al.*, 2002 : 187). Il est vrai que l'image (parfois plus que la réalité) du militantisme communiste semble presque fournir, dans la sociologie de l'engagement, l'intégralité des conditions de félicité et de possibilité du militantisme : existence d'un fort *catnet* (Tilly 1978), c'est-à-dire d'une forte identité doublée de sociabilités quotidiennes mais aussi organisées (les organisations de masse du parti, une organisation apte à fournir aussi bien des rétributions symboliques que matérielles...). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les rares travaux sur le militantisme partisan dans les années 90 se sont saisis du militantisme au Front national (Lafont 2001a et 2001b ; Bruneau 2002 ; Boumaza 2002 ; Bizeul 2003), dont les propriétés justifiaient le mieux une analyse en termes de carrières, de retournement des stigmates voire de « contre-société » (Venner 2002).

Il reste que la majorité des travaux des vingt dernières années qui ont été amenés, directement ou plus latéralement, à traiter de l'engagement « dans »⁵ les mouvements sociaux se sont focalisés sur des causes récentes, portées par des organisations nouvelles le plus souvent. On a ainsi observé une floraison de travaux consacrés d'une part à l'engagement extrapartisan, notamment de forme associative, et qui plus est centré sur le très contemporain. La faveur s'est ainsi portée sur une série de mouvements qui se développent depuis les années 70, le plus fréquemment dans une offre associative ou extrapartisanne (Barthélemy 2000 ; Hamidi 2002), qu'il s'agisse de mouvements de solidarité (Giugni & Passy 2001), ou à dimension altruiste (Passy 1998, Duchesne 2003), antiracistes (Juhem 1998), en faveur du droit des malades (Broqua & Fillieule 2001), des mobilisations de prostituées (Mathieu 2001), de sans-papiers (Siméant 1998, Blin 2005), de sans-logis (Péchu 2004), de sans-emploi (Maurer, 2001 ; Maurer & Pierru 2001), ou des trois à la fois (Mouchard 2001, Garcia 2005), subsumés sous le terme de « sans », ou qu'il s'agisse plus récemment des mobilisations altermondialistes (Agrikoliansky & Sommier 2005 ; Agrikoliansky, Fillieule & Mayer 2005). Dans ce mouvement général, le rôle structurant du financement de la recherche n'est pas à négliger, si l'on pense aux programmes de recherche institutionnels (PUCA, MIRE, ANRS) qui ont soutenu l'étude des associations⁶ locales, de solidarité ou de défense de l'environnement.

Or le choix de ces mouvements est souvent construit sur le mode de l'« avant » et de l'« après » (avant et après mai 68 dans le cas français), avec cet effet paradoxal d'avoir longtemps drainé vers la sociologie de l'engagement militant ceux qui entendaient précisément ne pas travailler sur les formes souvent implicitement dévaluées de l'engagement (militantisme partisan, militantisme syndical) mais au contraire sur ces mouvements supposément nouveaux (il faudrait ainsi relire les travaux récents à la lumière des temporalités implicites qu'ils déploient). Cela n'a pas pu ne pas contribuer à ce que les généralisations qu'ils établissaient sur le militantisme soient marquées par les cas empiriques sur lesquelles ils prenaient appui. Le choix de ces objets empiriques, lui-même porté partiellement par un

5. En fait, bien plus souvent de « la *participation* à ». Il est tout à fait symptomatique que la contribution de Dominique Memmi (intitulée « L'engagement politique ») dans le *Traité de science politique* de Madeleine Grawitz et Jean Leca soit en fait un texte consacré avant tout aux logiques de la participation, prenant peu en compte le rapport au temps et la stabilité de l'engagement (Memmi 1985).

6. Les deux auteurs de cette contribution ayant vu plusieurs de leurs activités de recherche financées par la MIRE et le PUCA eux-mêmes...

implicite qui poussait à les considérer comme nouveaux, n'est pas sans avoir généré des points aveugles :

- Tout d'abord une tendance à caractériser comme nouvelles des formes de militantisme qui n'avaient parfois de nouveau que le nom (même si cela n'est pas négligeable) alors qu'une partie des dirigeants qui les peuplaient étaient plutôt caractérisés par leur ancienneté dans le militantisme et leur socialisation au sein d'organisations d'obédience catholique, ou liées au milieu laïque ou encore communiste. Le fait de privilégier l'étude de formes de militantisme empiriquement nouvelles, au moins par la thématique qu'elles adoptent, n'est pas sans contribuer à ce biais consistant à confondre nouveauté thématique et nouveauté des militants (*Politix* 2004). Il n'est pas impossible que se soient combinés ici des effets de théorie et d'attractivité inégale des mouvements sociaux de la part de ceux qui les étudient, au risque de négliger le polyengagement et les trajectoires longues d'engagement de nombre de ceux qui peuplent des mouvements porteurs de nouvelles thématiques, fut-ce parfois au prix de fortes révisions idéologiques et biographiques⁷ – ou au moins d'un travail sur la fidélité à soi-même qui n'a jamais rien d'évident.
- Du côté des versions renouvelées de la sociologie des mobilisations, on peut regretter une certaine négligence à l'égard des effets d'organisation puisque les travaux se concentraient sur des organisations assez faibles, ou encore perçues comme telles au nom des supposées aspirations anti-hiérarchiques des nouvelles classes moyennes. La seule catégorie au travers de laquelle la structuration des organisations a été véritablement pensée est celle de la « professionnalisation », mais en négligeant souvent dans ce cas une partie des tensions relatives à cette professionnalisation, comme le fait que cette dernière n'est pas univoque. Les formes plus fines par lesquelles les organisations travaillent et sélectionnent ceux qui en font partie ont souvent été négligées.
- La négligence à l'égard du caractère inégalement objectivé et institutionnalisé des institutions militantes a abouti à laisser de côté des questions qui lui sont directement liées, comme celle des capitaux individuels nécessaires ou favorables à l'action dans des structures moins institutionnalisées.

Le surinvestissement dans l'étude des associations pré-citées n'est pas sans avoir eu l'effet paradoxal d'avoir contribué, par contrecoup, à un renouveau, très récent, de l'étude des organisations ouvrières, syndicales, et du militantisme dans les partis, qu'il est possible d'imputer non seulement aux appels à un retour sur ces objets mais peut-être aussi à la saturation en sociologues de la moindre association caritative, humanitaire, altermondialiste ou de défense des « sans ».

Avant de revenir sur ces angles morts de façon plus détaillée, en insistant plus particulièrement sur les problèmes liés à l'intégration des niveaux et des méthodes d'analyse de l'engagement militant (Sawicki 2001), on s'efforcera d'identifier en quelques lignes les principaux apports des recherches récentes dont beaucoup ont pour point commun de s'inscrire dans un même paradigme : le paradigme interactionniste.

7. On pense à ces syndicalistes CFDT devant apprendre de nouvelles formes légitimes de l'engagement au sein d'une organisation humanitaire liée à EDF, les Clubs CODEV, devenus Électricité Sans Frontières, alors même que c'est leur ancienneté militante qui les prédisposait particulièrement à s'engager en leur sein (Collovald et al., 2002).

I. Le renouvellement salutaire de sociologie de l'engagement militant

L'avènement du paradigme interactionniste

Au-delà de leur caractère sélectif, les recherches récentes ont contribué à renouveler profondément les méthodes et les questionnements sur l'engagement militant. Jusqu'aux années 1980 en France, la sociologie du militantisme se résumait souvent soit à une sociologie des organisations attentive notamment aux relations dirigeants-militants-adhérents (dans la veine du travail fondateur de Roberto Michels sur le SPD), soit à une sociologie quantitative des militants et des dirigeants, menées généralement de façon séparée. Le travail militant, la sociabilité militante, les rétributions des membres étaient, sauf exception (pensons ici au travail à visée ethnographique d'Annie Kriegel sur les communistes (Kriegel 1968)), plus postulées ou idéalisées (Mothé 1973 ; Bourdet 1976) que décrites et analysées, de même que la circulation entre les organisations composant les milieux ou les systèmes d'action socio-politiques⁸. Les trajectoires étaient saisies de façon peu dynamique, les mécanismes de sélection et de formation ignorés. Enfin l'articulation entre le contexte et la variation des niveaux et des formes d'investissement militant était peu étudiée en tant que telle⁹. Quant aux recherches sur les mouvements sociaux, longtemps monopolisées par l'école tourainienne, elles privilégiaient *de facto* l'analyse du sens de l'action, co-produite avec les chercheurs à travers des réunions de groupe (la fameuse « intervention sociologique »), au détriment de la sociologie des acteurs et de leurs interactions (Touraine 1982).

De même que l'analyse du personnel politique était dominée par une perspective en termes de classes ou de groupes sociaux (Sawicki, 1999), la sociologie des militants, essentiellement quantitative, visait d'abord à caractériser les organisations ou les mouvements par rapport à la structure sociale. La sociologie des syndicalistes comme celle des militants des partis, sauf exception (Lagroye et *al.*, 1974) était ainsi un moyen de mettre en relation organisations et structure sociale et de confirmer ou d'infirmer les prétentions de celles-ci à représenter ou non tel ou tel groupe social. Dans le même esprit, le boom associatif des années 1970 a été interprété essentiellement comme la traduction de l'émergence sur la scène revendicative et sociale des nouvelles classes moyennes salariées et de leurs préoccupations spécifiques (cadre de vie, environnement, services urbains...). L'investissement associatif des classes moyennes salariées était souvent vu comme une voie propre d'accès à la notabilité (Apkarian-Lacout & Vergès 1983).

Les approches dominantes étaient donc tendanciellement holistes et privilégiaient les niveaux mésologique (les organisations) ou macrologique (les structures sociales). Elles s'intéressaient en effet aux organisations ou aux mouvements à titre principal et non au phénomène militant, aux logiques d'engagement en tant que tels. On peut en prendre pour preuve le retard non seulement de traduction mais de discussion des thèses de Mancur Olson en France, mais avant

8. L'état de la littérature dressé par Jacques Capdevielle et René Mouriaux (1972) au début des années 70, bien qu'il mentionne 116 ouvrages ou articles, met clairement en évidence le caractère parcellaire et lacunaire des recherches sur le militantisme syndical : « pauvreté des données », « silence sur le militantisme syndical des femmes » et des travailleurs immigrés, « absence d'analyses approfondies des rapports entre militantisme syndical et engagement partisan », « rien de comparable aux travaux de R. Michels ou de Mills pour les syndicats français », ignorance des « mécanismes de sélection des militants », tels sont quelques unes des lacunes pointées par les auteurs.

9. Voir par exemple l'ouvrage d'Andrieux et Lignon (1973) sur les militants syndicaux de la CFDT qui repose sur une approche psychosociologique des motivations des militants rapportées uniquement à leur insatisfaction au travail. Pour un bilan des recherches sur le militantisme en France jusqu'à l'aube des années 1980, voir Subileau (1981).

elles de toute la littérature sur les comportements collectifs (Fillieule & Péchu, 1993). L'épuisement des paradigmes marxiste et structuraliste, en déplaçant l'attention des sociologues vers l'action et les interactions, mais aussi vers l'histoire et donc vers la dialectique action/institution a profondément influencé la sociologie de l'engagement militant et favorisé son renouvellement à partir du courant des années 1980. D'abord en conduisant à poser la question taboue des rétributions du militantisme. Ensuite en dépassant une conception très réductrice de la socialisation militante, soit comme produit de la socialisation primaire, soit comme résultante principale du travail d'endoctrinement et de contrôle idéologique réalisé au sein des organisations. Parallèlement, la recherche s'est également intéressée aux mutations des formes d'engagement et des répertoires d'action de manière là encore transversale. Ainsi peut-on caractériser schématiquement le changement intervenu comme l'avènement d'un paradigme individualiste non pas au sens strict de l'individualisme méthodologique défini par Raymond Boudon, mais intégrant aussi l'analyse des interactions entre individus, mais aussi entre individus et contextes d'action, si bien qu'il faut plutôt ici parler de *paradigme interactionniste*.

Des « rétributions » revisitées

Plus qu'il ne signifiait une adhésion totale à une explication utilitariste de l'action, le recours au modèle des « incitations sélectives » d'Olson a constitué l'instrument de rupture vis-à-vis des explications du militantisme focalisées sur le contenu idéologique de la cause endossée. Ce modèle a connu une acclimatation particulière en France du fait de son utilisation fréquente dans une version qui est celle des *rétributions du militantisme* (Gaxie 1977) : le propos était alors de se débarrasser des approches de l'engagement les plus « enchantées ». Au moment de l'importation de la sociologie des mobilisations en France, vers le début des années 90, cette approche s'est doublée d'un recours extensif à la notion de « ressources ». Les chercheurs se sont alors employés à identifier au sein des mobilisations ceux qui en étaient les plus probables initiateurs compte tenu des ressources dont ils étaient porteurs, dans une sorte de synthèse buissonnière¹⁰ entre la sociologie des capitaux de Pierre Bourdieu et les courants anglo-saxons, dans un double mouvement de déprise à l'égard des analyses les plus macrosociales et téléologiques des mouvements sociaux.

Le fait que ce renouveau partiel de la sociologie de l'engagement ait été en fait un sous-produit de la sociologie des mouvements sociaux a eu des conséquences considérables sur le flou avec lequel le militantisme est aujourd'hui envisagé. La sociologie de l'engagement et la sociologie de la mobilisation ne se posent pas toujours les mêmes questions même si elles se trouvent souvent superposées. La sociologie des mobilisations, parfois piégée par la dimension ponctuelle des phénomènes qu'elle observe, se pose moins la question de la perpétuation et du maintien de la prise de rôle des personnes mobilisées : il lui suffit que des personnes se soient mobilisées une fois pour que son objet existe... et elle sait que les conditions de réussite des mobilisations ne reposent pas uniquement sur ceux qui l'entreprennent et que l'on peut imaginer comme les plus engagés en son sein. La sociologie des mobilisations a peu porté son attention sur ce qui fait l'engagement dans la durée, préférant se focaliser sur les moments de réussite de mobilisations, c'est-à-dire, et presque par définition, les moments où arrivent à s'agréger au mouvement moins des convaincus que des personnes dont la mobilisation est pensée dans le temps court¹¹.

10. Et improbable compte tenu des positions de Bourdieu à l'égard des théoriciens du *rational choice*.

11. Au sein de cette sociologie, les « militants par conscience » ont d'ailleurs été un moyen de faire revenir par la fenêtre ce que l'on avait fait sortir par la porte, en travaillant sur les engagements (organisationnels ou pas) de long terme...

L'usage massif et parfois objectiviste de notion de « ressources », pensées de façon plus substantielle que relationnelle, la tendance à plaquer le modèle des rétributions sans en nuancer la pertinence, ont sans doute abouti à des limites dont ses initiateurs se sont révélés conscients. Le retour de Daniel Gaxie (2005) sur son texte de 1977 est symptomatique du nécessaire affinement d'une catégorie qu'il importait de spécifier sous peine de lui voir perdre tout intérêt heuristique, et qui suppose de ne pas négliger les phénomènes de dénégation et de censure de ces rétributions. Comme il le rappelle, « *les intérêts personnels distincts des finalités collectives (...) sont l'objet d'un travail collectif et individuel de répression, de refoulement, de défense et de rationalisation. Deux écueils menacent dès lors l'analyse : la réduction et l'enchantement (...). L'articulation des gratifications et des mobiles officiels d'une part, et des rétributions (officiellement) déniées du militantisme d'autre part, est une question théorique difficile, trop rarement posée, et encore mal résolue par les sciences sociales.* » (Gaxie 2005 : 170)

Plusieurs façons de raffiner le modèle des rétributions se sont ainsi exprimées ces dernières années dans la sociologie de l'engagement.

S'est tout d'abord manifesté un souci de spécifier leur dimension relationnelle, au travers d'une meilleure prise en compte de la position sociale des bénéficiaires potentiels des rétributions, dans la mesure où ces dernières ne sont pensables qu'en fonction de ce qu'elles peuvent signifier à position sociale spécifique (Dauvin & Siméant 2002 : 98). La prise en compte de la socialisation des individus, en ce qu'elle contribue à rendre certains types de rétributions désirables et d'autres moins, est évidemment intégrée dans ces développements. La distinction entre compétences et appétences, telle que développée par Bernard Lahire (1998), a utilement été employée afin de mieux saisir comment l'on pouvait avoir la capacité d'agir sans en avoir le goût, ou l'inverse. Le problème n'est plus de décréter que telle ou telle activité procure des rétributions « symboliques » mais de comprendre pourquoi certaines pratiques militantes les fournissent et permettent, plus que d'autres, d'en tirer des gratifications (Lagroye & Siméant 2004 : 56), sans d'ailleurs que ces dernières aient été anticipées. C'est pourquoi la sociologie des pratiques militantes est plus que jamais d'actualité. Il s'agit donc moins de constater « l'enchantement » que de comprendre les logiques de cet enchantement, ce qui est à soi seul un problème sociologique qu'on ne saurait balayer du revers de la main en invoquant la fausse conscience des acteurs. De façon, plus générale, c'est toute l'économie affective des mouvements qui semble aujourd'hui une piste – une brèche ? – largement ouverte dans la sociologie des mouvements sociaux, pour peu que les émotions soient aussi envisagées à l'aune de leur ancrage social¹². Dans la lignée des travaux d'Hirschman (1983 et 1995), une attention doit sans doute être portée encore au côté surgénérateur de l'engagement, et plus généralement aux situations dans lesquelles l'action est à elle-même sa propre récompense. James Jasper souligne par exemple que la protestation est une des rares situations dans lesquelles on a l'occasion de développer et d'articuler ses convictions morales : les écoles le permettent rarement, les médias prétendent coller aux faits, la politique normale fournit des choix très contraints, et les églises fournissent des occasions de regroupement plus que des « tests moraux » (Jasper, 1997 : 5).

Les rétributions méritent d'autant plus d'être évoquées que l'on adopte un modèle séquentiel d'explication distinguant ce qui favorise l'engagement de ce qui peut ensuite le renforcer

12. Ce besoin d'une prise en compte sociologique des émotions ou d'objets qui pourraient être renvoyés au psychisme dans la sociologie des mouvements sociaux explique en France l'accueil qui a été fait aux travaux de Muriel Darmon (2003), et auparavant de Jacques Maître (1994), dans la sociologie politique française.

(Siméant 1998 : 146, Dauvin & Siméant 2002), distinguant encore ce qui a été anticipé, fut ce semi-consciemment et dans la dénégation, de ce qui a été découvert dans l'action, ou dans ce que Daniel Gaxie désigne comme « scotomisation » des rétributions. De même, le travail de censure et de manipulation des rétributions par l'organisation a été évoqué dans quelques travaux : les travaux sur le Parti communiste semblent ici se distinguer, et l'on pense singulièrement à ceux de Bernard Pudal (1988), Frédérique Matonti (2005) ou Nathalie Ethuin (2003a et 2003b).

Enfin, l'attention a été portée, bien que là encore de façon inégale, à la variation de l'attractivité des causes, directement corrélée au crédit que l'on peut retirer du fait de s'y investir : on pense notamment au travail de Philippe Juhem (1998) sur SOS Racisme. Qu'il s'agisse de penser la variabilité des rétributions dans le temps ou celle de l'attrait des causes, on en vient à un deuxième axe fort des travaux de ces années récentes : celui d'une meilleure prise en compte du temps dans l'analyse de l'engagement, que le terme de *carrière*, entre autres, indique bien.

L'engagement comme processus

De la même façon que les rétributions ont cessé d'être appréhendées de façon univoque et fixiste, l'enrôlement a cessé d'être envisagé comme le fruit d'une socialisation linéaire, aux effets cumulatifs et mécaniques, appréhendés souvent au moyen d'indicateurs statistiques standardisés. Tout comme les sociologues de la déviance ont été amenés à dépasser les explications déterministes fondées sur la socialisation ou son absence (l'anomie sociale) pour rendre compte des comportements délinquants (Ogien 1999), la sociologie du militantisme s'est tournée vers l'analyse des interactions fines qui président à l'adoption et, surtout, à la stabilisation dans une *ligne d'action* militante baptisée, à la suite d'Howard Becker (1960), « carrière » (Fillieule, 2001).

Les chercheurs ont pris acte du fait que le partage de propriétés sociales entre un individu et les membres d'un groupe mobilisé et, partant, l'existence d'une communauté de vue et d'habitus ne suffisaient pas à orienter tel individu vers tel groupe mobilisé ; dans la plupart des cas, la médiation de proches est nécessaire sinon suffisante (Snow et *alii* 1980 ; Gould 1991 ; Passy, 2001 ; Diani & McAdam 2003). Si l'existence de liens ne prouve pas toujours leur efficacité ou leur effectivité, les récits biographiques confirment fréquemment le rôle des parents, des amis ou encore des collègues, voire de certaines figures tutélaires (enseignant, prêtre, militant exemplaire...) dans le passage à l'acte. La psychosociologue Molly Andrews, qui a collecté et analysé finement la biographie de quinze militants socialistes britanniques ayant commencé à militer dans les années 1930 et qui ne se sont jamais interrompus jusqu'aux années 1980, identifie trois influences majeures dans le développement de leur conscience politique : des *stimuli* intellectuels (ouvrages, films, éducation informelle), le rôle d'organisations très visibles (organisations de jeunesse, syndicats...) et des individus identifiables. Elle avance que l'expérience vécue comme membre de la classe ouvrière, si elle a été importante pour une partie des militants, ne permet pas en elle-même de comprendre l'engagement. Peu portés à la lecture d'ouvrages politiques par elles-mêmes, les personnes d'origine ouvrière ont dans un premier temps été fortement influencés par la fréquentation de militants. C'est par leur biais que ces jeunes ont été amenés à lire (généralement la presse politique et syndicale) et à se construire des raisons d'agir et qu'elles ont osé franchir le pas pour assister à leur première réunion publique. Non seulement chez les militants d'origine ouvrière interviewés, le rôle de l'éducation formelle a été très négligeable dans le développement de leur engagement, mais les pré-dispositions familiales apparaissent

relativement faibles. C'est souvent un voisin ou un camarade d'école ou d'atelier plus âgé qui fait office d'initiateur¹³. Chez les militants issus des classes moyennes, la religion a souvent joué un rôle déterminant dans la prise de conscience de l'injustice, mais là encore celle-ci s'est opérée par le biais d'un pasteur ou de quelque leader associatif (Andrews 1991).

Il n'est pas anodin de noter que les premiers sociologues à avoir exploré cette piste théorique et empirique sont des spécialistes des processus de conversion religieuse. David Snow, qui a d'abord travaillé sur les phénomènes de conversion au bouddhisme, dans un article de synthèse, rappelle ainsi que les études sociographiques en la matière se sont longtemps bornées à circonscrire des groupes cibles et que seule l'étude des interactions et des réseaux sociaux permet d'expliquer les chances inégales de tel membre de ces groupes de se convertir. « *When Lofland and Stark (1965) first proffered their conversion model, they included "cult affective bond" and "intensive interaction" as two of the seven conditions necessary for conversion. Subsequent research has substantiated the importance of these two factors. Since a positive, interpersonal tie to one or more group members can function as an information bridge, increase the credibility of appeals, and intensify the pressure to accept those appeals and corresponding practices, it is not surprising that conversion is unlikely, especially for nonseekers, in the absence of affective ties.* » (Snow & Machalek, 1984 : 183)

Dans une étude récente sur l'adhésion syndicale à la CFDT, nous avons ainsi pu mettre en évidence le rôle toujours central des collègues syndiqués dans le processus d'adhésion, ainsi que, dans une moindre mesure, des membres de la famille et des amis. Ceux-ci jouent tantôt le rôle de « modèles » ou de « parrains », à travers une socialisation qui fonctionne plus par imprégnation et identification que par inculcation de messages et de valeurs explicites (Duriez & Sawicki, 2003). Tout en laissant place aux hasards biographiques, cette approche confirme la continuité entre sociabilité informelle et sociabilité formelle et la rareté des engagements spontanés à la suite d'une campagne d'adhésion par courrier ou via les médias par exemple. Il faut aussi souligner le rôle des réseaux dans le repérage des propriétés ajustées au militantisme. Ainsi, l'entrée en humanitaire renvoie très largement à l'insertion dans des réseaux qui peuvent être non seulement des réseaux de recrutement mais plus généralement de « repérage » de la « vocation humanitaire » ou du « profil humanitaire » (Dauvin & Siméant 2002). On entend par là l'existence, dans l'univers proche de ceux qui s'expatrieront, de personnes appartenant déjà à l'humanitaire ou au monde missionnaire, avec lesquels la rencontre peut parfois se faire très longtemps avant la candidature proprement dite. Le rôle de ces personnes ou de ces groupes très souvent évoqué en entretien consiste à convaincre les futurs candidats qu'ils correspondent au profil des volontaires humanitaires aujourd'hui recherchés, ou encore à conseiller ces derniers afin qu'ils puissent parfaire leur formation ou peaufiner leur CV. À la fois introducteurs dans la carrière humanitaire en même temps que preuve fréquente d'une déjà réelle insertion des aspirants humanitaires dans le milieu qui y mène, ces personnes, qui peuvent être aussi bien des prêtres, d'autres volontaires, des salariés de certaines organisations, parfois des personnes rencontrées par hasard dans une période de disponibilité, contribuent à la matérialisation de l'engagement humanitaire et font sans doute la différence entre ceux qui franchiront le pas et les autres. Ce rôle peut aussi revenir à certaines autorités sociales, comme ces prêtres encourageant de jeunes catholiques hésitant à entrer en politique et validant leur orientation potentielle vers l'UDF (Fretel 2005) : ils

13. On retrouve ce processus dans la trajectoire de Gérard Belloin, militant puis permanent communiste, qui évoque l'influence à 14 ans d'un ami de huit ans son aîné « qui fera bifurquer [s]a vie » : « Personne avant lui ne m'avait ouvert l'esprit à l'utopie et la séduction qu'il exerça sur moi dut beaucoup, par un effet de contraste, à l'espèce d'"intégrisme du terre à terre" dans lequel j'avais été élevé. » (2000 : 67).

contribuent à encourager des personnes porteuses de dispositions qui leur semblent particulièrement ajustées à des sphères militantes, à investir ces dernières.

Les recherches récentes n'ont pas seulement été amenées à insister sur le rôle des réseaux sociaux comme vecteurs de prise de contact avec l'organisation, mais aussi comme supports de sociabilité et d'identité nouvelles contribuant à l'efficacité du processus d'enrôlement dans l'action collective, c'est-à-dire au maintien de l'engagement. L'engagement, dès lors qu'il suppose d'endosser un nouveau rôle et une nouvelle identité (« syndicaliste », « défenseur de l'environnement », « militant socialiste », « humanitaire »...), a pour effet de réduire le champ des possibles des individus et de les conduire à épouser une identité pour eux et pour les autres, qu'il peut être très coûteux et douloureux d'abandonner (Ebaugh 1988). Comme le rappelle Doug McAdam : « *La plupart des individus agissent de manière routinière pour sauvegarder et soutenir les sources centrales de signification et d'identité dont leurs vies se composent. Pratiquement parlant, cela veut dire que l'on accorde plus d'importance aux incitations de solidarité qu'à toutes autres incitations et, en particulier, que les individus cherchent à se conformer aux injonctions de ceux dont l'approbation et le soutien émotionnel sont particulièrement importants pour nos vies et nos identités.* » (2005 : 57).

Cette perspective permet d'aborder la question des « bénéfiques », plaisirs et émotions inclus, de l'adhésion de manière pleinement relationnelle, tout en l'articulant à celle de l'identité pour soi et pour les autres, en prenant notamment en compte les effets de marquage voire de stigmatisation, comme l'illustre le cas des syndicalistes qui s'affichent comme tels dans certaines entreprises, au risque de sacrifier une partie de leur carrière professionnelle. L'ajustement ou au contraire le désajustement entre sphère familiale, amicale, professionnelle et militante conditionnent les chances de rester ou pas engagé, voire d'augmenter l'intensité de son engagement. L'existence de tensions identitaires, de conflits de rôles et d'impossibilités pratiques entre les attentes et les valeurs propres à chacune de ces sphères peut ainsi conduire à remettre en cause un engagement militant. Au contraire, la valorisation (ou simplement l'acceptation) du militantisme dans l'univers familial et affectif, sa compatibilité voire son articulation avec la carrière professionnelle a toute chance de renforcer l'investissement militant. Pour ces derniers, on peut alors parler de véritables effets de cliquet : une fois l'identité endossée, voire le stigmate retourné, tout retour en arrière représente un coût affectif considérable, comme l'a notamment bien démontré Marnix Dressen à propos des établis maoïstes dont beaucoup sont restés en usine bien après le démantèlement de leur organisation (1999).

Cette approche, si elle laisse place aux rencontres partiellement fortuites, à l'influence des conjonctures historiques a pu parfois conduire à une singularisation extrême des explications, comme le montre la fascination de certains chercheurs pour l'analyse biographique¹⁴. Sans nier ce que peut apporter telle ou telle étude approfondie d'un cas, soit à raison de son

14. Se rajoute un problème méthodologique qui est celui de la reconstitution des biographies dans un sens très orienté par la pratique actuelle du militantisme, au risque d'aplatir la pluralité des inscriptions et sphères de vie (Strauss 1993 : 41-43, Passy 1998) des individus. Les organisations militantes se composent aussi d'individus insérés dans une multiplicité de lieux de l'espace social. Nombre de proclamations de pureté méthodologique soucieuses de ne pas tomber dans l'illusion biographique n'empêchent pas leurs auteurs... d'y tomber quand même. Si l'attention portée aux carrières militantes, en ancrant ces dernières dans le temps, a constitué une avancée considérable des études récentes en entendant saisir certains aspects du maintien ou au contraire de l'effritement de l'engagement militant, elle n'a pas toujours échappé à des formes d'histoire de vie au caractère parfois très psychologisant, effectuant un déroulé rapide d'histoires individuelles dont le travail de contextualisation est souvent limité.

caractère atypique ou extrême (Maître 1994 ; Sommier & Brugie 2004), soit au contraire pour son exemplarité (Pudal 2005), le risque est grand d'oublier que ce qui permet souvent la réussite des mobilisations collectives¹⁵, leur inscription dans la durée, est précisément l'existence d'expériences sociales partagées par des groupes d'individus aux propriétés analogues sinon similaires. Jean Peneff l'avait déjà pointé avec force dans ses travaux sur les militants syndicaux (Peneff 1979). Sylvain Maresca l'a confirmé pour les syndicalistes agricoles (Maresca 1983), Bernard Pudal pour les cadres communistes « thoréziens » des années 1930 (Pudal 1988), Christophe Charle pour les normaliens socialistes de la Belle époque (Charle 1994), Frédéric Sawicki pour les militants socialistes (Sawicki 1997), Marnix Dressen pour les militants de l'extrême-gauche maoïste (Dressen 1999), Éric Agrikoliansky sur les militants de la Ligue des droits de l'Homme (Agrikoliansky 2001 et 2002), etc. De fait, les mobilisations qui réussissent et qui durent prennent souvent appui sur des noyaux militants qui, s'ils ne se connaissent pas toujours *a priori*, ont en commun des expériences proches, lesquelles sont au fondement des affinités qu'ils se reconnaîtront. C'est pourquoi les avertissements de Michel Dobry (1986) sur l'hétérogénéité des mobilisations et des motifs qui y conduisent ne sont pas contradictoires avec – et ne devraient pas décourager – une prise en compte des propriétés sociales de ceux qui s'engagent et du rôle des affinités et similarités de socialisation.

On a ainsi pu montrer combien l'investissement fort de jeunes issus de familles catholiques de milieux populaires dans la JOC puis la CFTC dans la Bretagne de l'après-guerre, si elle ne touche qu'une minorité d'entre eux, se situe au confluent de l'histoire globale, à travers ses effets particuliers sur le territoire vécu, et de l'histoire individuelle (Berlivet & Sawicki 1994). Ces jeunes ont en commun l'expérience du déracinement, celle de l'injustice à travers le traitement inégalitaire dont ils font l'objet au sein de l'école catholique par rapport aux enfants de la bourgeoisie ; ils ont pour beaucoup été élevés par leur mère en l'absence d'un père souvent mort à la guerre ou des suites de la guerre. Même si chaque expérience particulière n'a pas la même force, la même empreinte sur chaque membre de ce groupe, ces jeunes partagent les mêmes (res)sentiments et les mêmes aspirations. Ceux-ci ne trouveront une traduction associative puis syndicale que parce qu'au même moment de jeunes aumôniers de l'Eglise catholique entreprennent d'évangéliser les classes populaires. L'Action catholique sert dès lors de réceptacle à ces expériences disparates en leur fournissant une signification commune et en proposant à ces jeunes de les traiter comme des « personnes » à part entière. L'investissement fort dans le groupe correspond à la fois à ce que ses membres en retirent sur le plan de l'épanouissement intellectuel et consubstantiellement affectif. Cet investissement apparaît comme une compensation des souffrances familiales. En ce sens, si la JOC est ressentie comme une seconde famille, ce n'est pas simplement à raison de l'expérience singulière de quelques uns mais bien parce que cette souffrance s'ancre dans une histoire collective largement partagée. Le « programme institutionnel » (Dubet 2002) de l'Action catholique fonctionne du fait d'un ajustement entre les attentes et les biens proposés par le groupe, mais aussi à raison de l'identification qui s'opère entre le discours et les pratiques de l'institution et de ses représentants.

Cet exemple tiré de nos travaux illustre une démarche qu'on retrouve dans plusieurs des travaux marquants cités plus haut (Peneff 1979 ; Maresca 1983 ; Pudal 1988 ; Sawicki 1997 ; Dressen 1999 ; Agrikoliansky 2002). Cela montre qu'on ne peut séparer trajectoire individuelle et trajectoire collective, lesquelles se combinent et co-déterminent les carrières militantes ; qu'on ne peut scinder, on y reviendra en détail dans la seconde partie, l'étude des

15. Le travail de Fabienne Federini (2006) constituant ici une exception, dans la façon dont elle compare ce qui caractérise Jean Cavaillès et Jean Gosset par rapport aux autres intellectuels et normaliens de leur génération.

dispositions, des filières et réseaux d'adhésion et celles des institutions ou même simplement des groupes à l'origine de l'institutionnalisation. Autrement dit, l'attention soutenue accordée aux logiques individuelles de l'engagement ne doit jamais conduire à oublier que les logiques d'engagement s'inscrivent bien souvent dans des trajectoires collectives et qu'elles adviennent rarement sans un travail de sollicitation émanant de groupes ou d'organisations déjà-là. L'insuffisante prise en compte de ce travail et des contraintes pesant sur les organisations, nous semble une des deux limites principales des travaux de ces dernières années qui ont focalisé l'attention sur les « dynamiques individuelles de l'engagement » (Fillieule & Mayer 2001 : introduction).

Des nouvelles manières de militer aux nouveaux militants

L'autre limite tient à la faible articulation entre les cas étudiés et les changements sociétaux. De ce point de vue, l'usage fait des travaux du CRESAL tels que les a synthétisés Jacques Ion mériterait à elle seule une analyse détaillée (Ion 1997 ; Ion & Peroni 1997 ; Ion et al. 2005). Tout se passe comme si, a-t-on envie de dire pour aller à l'essentiel, *La fin des militants*, par sa concision et la systématisme de ses hypothèses, avait permis à bon nombre de chercheurs de se libérer de la question des transformations sociétales. *La fin des militants* au lieu d'être un commencement (le prélude à des recherches se donnant pour fin d'en tester les hypothèses) n'a pas suscité, en dehors de son laboratoire d'origine et de l'enquête dirigée par Annie Collovald sur les clubs coopérations développement (CODEV) d'EDF (Collovald 2002), des recherches comparatives et systématiques visant à en confirmer ou à en infirmer les hypothèses. Avec le « *post it* », la messe était dite ! Ce modèle a fonctionné comme une validation théorique des terrains et des angles d'approche choisis par la nouvelle sociologie du militantisme. Les militants d'hier étaient définitivement fossilisés, ceux d'aujourd'hui définitivement libérés des entraves institutionnelles et émancipés de toute socialisation. S'il était logique d'étudier les premiers avec un microscope, les seconds relevaient principalement du microscope (Sawicki 2001).

C'est moins ici une critique du travail de Jacques Ion qu'il faut entendre, qu'une déploration de l'absence de tests empiriques auxquels sa théorisation a donné lieu : Jusqu'à quel point les pratiques et les organisations militantes ont-elles changé ? Si mutations il y a, comment les expliquer ? Par un changement dans les « modes de croire » (Hervieu-Léger 1999), lui-même lié à l'émancipation des individus vis-à-vis des programmes institutionnels rigides (Dubet 1994 et 2002) ou encore par un effet intrinsèque aux nouveaux enjeux publics et à la façon dont les pouvoirs politiques les gèrent (Callon et al. 2001), comme le soulignait déjà Emmanuèle Reynaud¹⁶ ?

Jacques Ion, dans ses ouvrages, se borne à étudier les formes d'action et laisse de côté les propriétés sociales des militants. Les travaux liés à la veine post matérialiste rentrent peu dans

16. « *Les identités collectives qui s'affirment ici [dans les nouvelles organisations militantes] sont partielles et pas forcément exclusives les unes des autres : l'engagement qu'elles déterminent ne suppose pas une démarche globale d'adhésion mais un accord parcellaire. Cette démarche revêtant moins de solennité, l'investissement individuel est plus restreint et l'engagement plus facile à donner ou à reprendre. De ce fait, la coexistence d'engagements multiples est rendue possible par leur caractère partiel et la participation à plusieurs groupes à la fois est courante. Il n'est pas un de ces engagements qui donne son sens aux autres, qui prime sur eux et leur donne une cohérence interne : c'est là une configuration toute différente de celle des engagements politiques traditionnels qui déterminent, comme par cascades, la participation éventuelle à des associations de parents d'élèves par exemple, choix mineurs s'ajustant le mieux possible au choix majeur qui leur donne son sens. Plus encore le mouvement entre groupes se trouve facilité : changer n'est pas une décision déchirante puisqu'elle ne suppose pas de remise en cause ni d'abandon des actions précédemment menées.* » (Reynaud 1980 : p. 280).

le détail de ce qui caractériserait ces nouvelles classes moyennes quelque peu attrape-tout, en dehors d'une vague évocation du niveau d'études. Un des rares chercheurs à s'être penché sur le lien entre changement des pratiques militantes et dispositions sociales est Paul Lichterman. À partir d'une étude comparative très fine, fondée sur une observation participante de quatre mouvements de dénonciation de sites pollués dans des contextes socio-économiques contrastés, ce sociologue américain, lecteur de Pierre Bourdieu, a mis en évidence deux modèles (*pattern*) d'engagement : chacun donne naissance et renforce une identité spécifique. Le premier s'ancre dans une communauté (*communitarian commitment*), en l'occurrence les églises protestantes noires dont les leaders établissent un lien entre protection de l'environnement et dignité des classes populaires noires, mais aussi des communautés de classe moyenne blanches de banlieue maillées par de très denses réseaux associatifs et de voisinage. Le second, qu'il nomme « personnaliste » repose sur l'autonomie personnelle et des collectifs plus larges (*personalized commitment*) et mobilise en priorité des personnes fortement diplômées et faiblement ancrées dans un territoire. Ces deux formes, note Lichterman, créent différents liens de responsabilités et différentes définitions de ce qui constitue un « bon » militant ; cependant les organisations fondées sur le respect de l'autonomie personnelle sont contraintes à un effort permanent pour réassurer ces liens et sont, en conséquence, soumises à un *turn over* qui les oblige à recourir à des moyens supplétifs (recherche de subventions ou de sponsors, recours à des experts...).

Le grand mérite du travail de Paul Lichterman, qui a peu d'équivalent en France, est de mettre clairement en évidence que le modèle de l'engagement distancié est moins lié à la nature de la cause défendue (ici la défense de l'environnement) qu'aux propriétés sociales de ceux qui la soutiennent. Il souligne également les conséquences organisationnelles de cette discipline relâchée et leurs effets en retour sur les militants réels et potentiels. Le recours à des professionnels qui s'autofinancent en mettant sur pied des campagnes de collecte fondées sur les techniques du marketing et du management apparaît comme un des effets non voulus de ce type d'organisation (Jordan & Maloney 1997, ainsi que la communication à ce colloque de Sylvain Lefèvre et Sylvie Ollitrault), lequel conduit en retour à cantonner les militants de terrain à des tâches étroitement circonscrites, renforçant par là même leur volatilité.

En pratique, logiques de professionnalisation et de sélection sociale se nourrissent donc mutuellement. De la même façon que les succès des partis et des syndicats ouvriers a conduit à leur institutionnalisation et à l'émergence d'un nouveau profil de dirigeants et de militants, le succès des mobilisations environnementales, féministes, anti-racistes, humanitaires, etc. a affecté en profondeur les organisations, d'autant plus que leurs militants étaient sans doute moins que d'autres disposés à se contenter de tâches d'exécution. Ce qui distingue ces organisations des syndicats ou de certains partis d'origine ouvrière ou encore des Églises, c'est qu'elles n'ont guère été incitées à se doter d'un appareil de formation généraliste ; ces organisations ont puisé parmi leurs membres, passés très majoritairement par l'université, pour se doter des experts dont elles avaient besoin.

II. Les défis de la recherche en sociologie de l'engagement

Cette présentation, nécessairement schématique, nous a permis de dessiner les contours des deux défis principaux auxquels est confrontée la sociologie de l'engagement militant et qui ont à voir tous les deux avec l'articulation des niveaux d'observation : les niveaux micro (les individus et leurs interactions en face-à-face), méso (les groupes et les organisations plus ou moins institutionnalisés) et macrologique (les transformations socio-économiques, culturelles

et politiques, et notamment celles qui résultent de l'interdépendance croissante des différents secteurs sociaux).

Micro-macro : division sociale du travail et investissements militants

Répétons le, la multiplication des études de cas, l'exploration toujours plus fouillée et méticuleuse des processus de socialisation et d'enrôlement dans le militantisme, mais aussi des rétributions que celui-ci procure, l'extension de l'analyse aux processus de désengagement (Fillieule 2005) et de reconversion (Tissot, Gaubert, Lechien, *al.*, 2006), ont conduit à des progrès considérables dans la compréhension des logiques individuelles conduisant au militantisme. Attentives aux interactions entre l'individu, son milieu de vie (ses réseaux pertinents pourrait-on dire) et le contexte socio-politique, les recherches récentes ont su se départir de l'ontologie propre aux modèles utilitaristes et à certaines formes d'individualisme méthodologique. En ce sens, elles s'inscrivent pleinement dans la conception de l'action qui traverse de larges pans de la sociologie contemporaine, bien synthétisée en France, chacun avec leurs inflexions propres, par François Dubet (1994) et Bernard Lahire (2002). Elles laissent toute leur place aux « variations individuelles », aux « hasards » biographiques liés à des rencontres ou à des accidents, aux contextes locaux, à la dynamique propre découlant de la participation à la vie d'un groupe ou d'une organisation. La prise en compte des expériences vient heureusement compléter celle des seules dispositions (Sawicki 2003).

Cette attention au niveau micrologique a cependant abouti à négliger les effets des mutations sociétales sur le coût de l'engagement, sur le capital militant, sur la disponibilité à s'engager et sur les attentes à l'égard du militantisme. Les questions portant sur les transformations plus générales qui affectent les manières de militer, que ces transformations soient sociales (changement dans la division sexuelle du travail social, augmentation du niveau de formation, nouvelle répartition géographique des groupes sociaux, désobjectivation et précarisation de la classe ouvrière...) ou politiques (recours massif aux associations dans les programmes d'action publique et institutionnalisation de la concertation et de la négociation dans de très nombreux secteurs...), la légitimité différentielle des répertoires d'action et des causes, la transmission (ou la non transmission) générationnelle de certains ethos ou capitaux militants (Matonti & Poupeau 2004) ont en effet fait l'objet en France d'analyses encore trop peu nombreuses. Plus exactement, les approches inspirées de l'interactionnisme coexistent en France, sans grande communication, avec des approches plus macrologiques du secteur associatif ou syndical, qu'elles soient de type quantitatif (Héran 1988a et 1988b ; Archambault 1996) ou centrée sur les changements affectant les structures et le fonctionnement des associations (Sainsaulieu & Laville 1997 ; Barthélémy 2000 ; Prouteau 2003) ou des syndicats (Andolfatto & Labbé, 2006a).

Tout en se reconnaissant dans nombre d'analyses de l'engagement militant sous sa forme attentive aux trajectoires individuelles, les auteurs de cet article ressentent en conséquence un certain malaise devant une tendance générale consistant à démentir ou à confirmer les généralisations (généralement les plus caricaturales) sur le militantisme à partir d'études centrées sur des individus ou des organisations spécifiques, et renonçant ce faisant à envisager les aspects de l'offre globale de militantisme ou de phénomènes qui frappent les engagements militants de façon plus générale. On souscrit ce faisant volontiers à l'injonction de Frédérique Matonti et Franck Poupeau, de « *ne pas délaissier les structures sociales au profit des simples interactions ou des trajectoires individuelles* » (2004 : 7). Mais à dire vrai, il s'agit moins de plaider pour une réhabilitation des structures, qui en tout état de cause s'actualisent dans des

individus, que de comprendre ce qui contraint objectivement et subjectivement les parcours individuels. Or les travaux qui entendent véritablement restituer à la fois les possibles et les contraintes (professionnels, mais aussi en termes de vie de couple par exemple) affectant ceux qui militent ne sont pas légion.

Il est ainsi frappant de constater que le débat lancé aux États-Unis par Robert D. Putnam (2000) à propos de la forte baisse du capital social dans les sociétés occidentales, a peu inspiré les chercheurs français travaillant sur le militantisme¹⁷. Les hypothèses avancées par Robert D. Putnam, comme celles de Jacques Ion discutées plus haut, ont le mérite de s'efforcer de mettre en relation les transformations socio-économiques et culturelles (arrivée massive des femmes sur le marché du travail, mobilité résidentielle accrue, éclatement familial, révolution des loisirs...) et la baisse de l'« engagement civique » et son changement de forme (multiplication des associations « tertiaires » fondées sur le recours à des méthodes de démarchage inspirées du marketing, les campagnes médiatiques et l'expertise et reposant ce faisant sur des liens faibles). Au-delà du caractère discuté du lien établi entre baisse du capital social et baisse du niveau de confiance et de civisme, les phénomènes pointés par Putnam fournissent un bon point de départ à de nouvelles recherches, à condition d'éviter d'aborder la question du capital social de manière indifférenciée selon les groupes sociaux et de prendre également en compte les transformations qui affectent l'ordre politique, c'est-à-dire les modes de gouvernement de nos sociétés.

Ainsi, beaucoup de recherches historiques ont mis en évidence que le militantisme dans les syndicats, les organisations professionnelles et les partis politiques a longtemps été facilité par un désengagement des hommes des tâches domestiques, reposant lui-même sur l'exclusion tendancielle des femmes du monde du travail une fois devenues mères. *A contrario* les femmes militantes s'inscrivaient dans deux catégories : d'une part celles qui participaient à des associations familiales, scolaires, paroissiales ou caritatives, où le militantisme prolongeait le rôle familial de la femme, d'autre part, celles qui s'engageaient dans le syndicalisme ou la politique, dont la contrepartie était souvent l'acceptation du célibat (Loiseau 1996). Ces différences n'ont pas disparu. Comme le rappellent Yannick Le Quentrec et Annie Rieu (2003), les femmes actives sont encore trois fois moins nombreuses à la fin du XXe siècle à être syndiquées que les hommes et entre trois à cinq fois moins nombreuses à occuper des postes de responsabilité dans les partis politiques. Si les femmes n'ont pas rejoint les hommes dans le syndicalisme et les partis politiques, le niveau général d'adhésion n'en a pas moins baissé dans la plupart des démocraties occidentales. L'hypothèse que la banalisation du salariat féminin et la remise en cause du modèle du « *male breadwinner* » rend aujourd'hui difficile la conciliation, pour les femmes comme pour les hommes, en couple et avec enfants, de vies professionnelle, personnelle et militante exigeantes doit donc être prise au sérieux, à condition de tenir compte des contraintes professionnelles et des niveaux de revenus propres aux différents métiers. Ainsi, traditionnellement les enseignants étaient souvent mariés à des femmes actives, souvent elles-mêmes enseignantes, et le militantisme s'effectuait en couple, même s'il ne concernait pas les mêmes activités. On ne saurait en conséquence expliquer la baisse tendancielle du militantisme des enseignants par la seule

17. Seules, à notre connaissance en France, Nonna Mayer (2003), Sophie Duchesne et Camille Hamidi (Duchesne & Hamidi 2001 ; Hamidi 2002, 2003, 2006) se sont efforcées de tester une partie du modèle, la relation entre civisme et confiance et appartenance associative. S'inspirant des interrogations de Nina Eliasoph à propos des États-Unis, C. Hamidi montre que l'on ne peut inférer de la participation associative une socialisation démocratique ou la constitution automatique d'un intérêt pour la politique. Sur le capital social, il faut saluer la parution récente de l'ouvrage d'Antoine Bevert et Michel Lallement (2006) qui rassemble à la fois des textes théoriques (dont une contribution de R. D. Putnam) et des études de cas.

modification des rapports de genre, mais peut-être davantage par la féminisation accrue de la profession et la diminution relative de son degré d'homogamie (Geay 1999). En revanche la salarisation des femmes d'agriculteurs, parce qu'elle se traduit souvent par un abandon du métier d'agricultrice, compte tenu des conditions de travail contemporaines de beaucoup d'exploitants agricoles, diminue considérablement les disponibilités des jeunes agriculteurs pour le militantisme, même s'ils ne cessent pas pour autant d'adhérer aux organisations professionnelles (Purseigle 2004)¹⁸.

De même si la mobilité géographique croissante qui affecte certains groupes sociaux n'est pas un obstacle en soi à l'engagement¹⁹, elle modifie le type de militantisme en différenciant fortement sociabilité militante et sociabilité quotidienne. L'attachement à la cause peut demeurer, mais pas l'attachement à l'organisation qui la porte à la faveur d'un déménagement. La relation à celle-ci tend ainsi à devenir instrumentale, d'où des déceptions qui se traduisent plus facilement par des stratégies d'exit. Mais il conviendrait ici de prendre la mesure du caractère très inégal de la mobilité résidentielle selon les groupes sociaux et les professions et selon les types d'habitat et les régions. À cet égard, depuis les enquêtes menées dans le cadre de l'Observatoire du changement social, on manque cruellement en France d'études sur la restructuration des associations au plan local, leurs activités et leur attractivité, les propriétés sociales de leurs militants et leur degré de polyengagement. Le champ associatif est aujourd'hui la plupart du temps appréhendé nationalement ou sectoriellement à l'image des associations de défense de l'environnement (Lascoumes 1994, chap. 7 et 8 ; Sawicki et *al.*, 2001). Il est donc particulièrement difficile d'apprécier la façon dont la mobilité géographique accrue de certains groupes (cadres du privé, mais aussi ouvriers et employés) ou le développement de l'habitat en lotissements dans les zones péri-urbaines au détriment des quartiers d'habitat social de banlieue laissent en quelque sorte le champ libre à d'autres : le caractère « endocratique » (Retière 1994) des champs associatif et politique locaux a été souvent mis en évidence. Exclues des principaux cercles de sociabilité, les nouveaux arrivants se maintiennent de fait à l'écart et ont moins de chances de s'engager dans la vie associative²⁰, sauf si leur arrivée est massive et s'inscrit dans une stratégie d'installation de long terme. Dans ce cas, comme il l'a maintes fois été mis en évidence à propos des communes « rurbaines » ou péri-urbaines, les groupes anciennement dominants (les agriculteurs notamment, mais aussi certains groupes ouvriers comme l'a montré Jean-Noël Retière (1994) à propos de Lanester) se voient littéralement détrônés et leurs membres contraints à se désengager ou à investir des organisations moins territorialisées. Toutes choses égales d'ailleurs, on peut considérer que l'entrée en militantisme des jeunes issus de l'immigration maghrébine en banlieue au début des années 1980 a été facilité par l'abandon du terrain par les militants issus des classes populaires ou des classes moyennes salariées partis habiter en zone péri-urbaine ou dans les quartiers de centre-ville réhabilités comme l'ont montré respectivement Oliver Masclat pour Gennevilliers (Masclat 2003) et Catherine Neveu pour Roubaix (Neveu 2004).

18. Précisons que ces transformations macro-sociales ne jouent pas de rôle mécanique, mais sont aussi médiatisées par des transformations des conceptions du rôle des femmes, qui peuvent tendre inégalement à valoriser leur investissement en politique.

19. Le déracinement peut conduire, dans certaines circonstances, à un renforcement de la sociabilité professionnelle au détriment de la sociabilité locale et profiter au syndicalisme comme le montre l'exemple des employés des centres de tri de la Poste de la région parisienne qui trouvent dans les amicales et les syndicats, au sens propre et figuré, un « second foyer ».

20. Outre les recherches menées dans le cadre du programme OCS, on se reportera ici à la remarquable monographie de Michel Bozon sur Villefranche (Bozon 1984).

Monographies et vérification d'hypothèses d'ordre structurel ne sont donc pas antinomiques, comme l'illustrent à merveille les recherches menées sur la crise du syndicalisme ouvrier. Outre les recherches menées sur certaines entreprises métallurgiques de la région de Grenoble au tournant des années 1990 (Croisat & Labbé 1992) ou le travail de Sylvie Contrepois sur Corbeil-Essonnes (Contrepois 2003), l'enquête de terrain de Stéphane Beaud et Michel Pialoux (1999) sur les ouvriers des usines Peugeot de la région de Montbéliard, première région ouvrière de France, est sans doute la plus remarquable par sa densité. Cherchant à comprendre pourquoi « le groupe des militants de l'usine ne se reproduit plus » (1999 : 333), S. Beaud et M. Pialoux décrivent finement le découragement des vieux militants formés dans les années 1970 et les réticences à l'égard du syndicalisme des jeunes générations souvent en statut d'intérim qui se vivent comme « des ouvriers de passage » : « *Face aux intérimaires, le travail de politisation des délégués ne peut plus prendre appui sur les petites humiliations et frustrations de la vie d'usine puisque celles-ci ne sont pas perçues comme telles (elles sont plutôt mises entre parenthèses ou niées). Le délégué est peut-être justement celui qui vient leur rappeler ce qu'ils sont contraints d'accepter.* » (1999 : 359)

Le découragement ou au contraire la crispation sur des formes anciennes de militantisme des « installés » et la prise de distance des « non-installés », qui vont de pair, sont resitués à la fois par rapport aux mutations qu'a connues l'usine (généralisation d'un mode de production fondé sur la « généralisation des flux tendus et la présence massive de l'électronique », recours croissant à de la main-d'œuvre intérimaire chez les OS...), et par rapport aux changements qui affectent la société locale, eux-mêmes largement déterminés par les évolutions politiques et économiques générales²¹. Les auteurs insistent ici tout particulièrement sur les conséquences de l'accès à l'enseignement secondaire des enfants d'ouvriers, voire pour une partie d'entre eux au milieu des années 1990, à l'enseignement supérieur. S'il génère très souvent de la déception à raison notamment du décalage entre les espérances et les chances objectives d'obtenir un emploi qualifié et stable, l'accès au lycée et dans une moindre mesure à l'enseignement supérieur a détruit la « culture antiécole » sur laquelle reposait une partie de la culture d'atelier et, surtout, a totalement dévalorisé le statut d'ouvrier. Faute de s'identifier à ce groupe, ces jeunes vivent donc l'entrée à l'usine comme une parenthèse et un calvaire. En bref, les jeunes ouvriers ou fils d'ouvriers ne se reconnaissent plus dans la culture ouvrière fondée sur un sentiment d'appartenance communautaire face au monde des contremaîtres et des cadres, celle-là même que portent les délégués qui se retrouvent ainsi « pris à revers » (1999 : 344 et s.) : dès lors, c'est tout le système de gratifications circulaires (par exemple l'estime des copains de l'atelier), qui permettait aussi la perdurance de l'engagement du délégué, fut-ce malgré le coût professionnel de l'engagement, qui se trouve détruit. L'explication de ces logiques microsociales (ici au niveau de l'atelier) de perdurance de l'engagement n'est évidemment pas séparable de transformations lourdes.

En dehors même du cas du monde ouvrier, la question de la trajectoire descendante de groupes ou fractions de groupes sociaux mériterait d'être revisitée. On comprend pour quelle raison (tombée en disgrâce²² des approches type frustration relative par exemple) le lien entre frustration et mobilisation avait été mis de côté, puisque, là encore, le point de départ de la sociologie de la mobilisation consistait précisément à proclamer qu'il y avait toujours assez de frustrations pour expliquer une mobilisation, ce qui déplaçait le regard vers les entrepreneurs et les incitations sélectives. Mais il est dommage que les intuitions d'Oberschall (1973) sur

21. « L'analyse du désengagement militant et de la crise des valeurs militantes ne peut pas se cantonner au seul univers de l'usine. Elle doit prendre en compte les événements nationaux et internationaux » (p. 353).

22. Qui se justifiait théoriquement par son caractère souvent *ex post*.

l'importance de la segmentation²³ des groupes sociaux dans leur passage à l'action soient elles-aussi négligées aujourd'hui. Cela aboutit à ne plus envisager les questions de mobilité sociale (ascendante ou descendante) des groupes et leur lien potentiel avec l'engagement, alors que certaines des démonstrations de Joseph Gusfield, par exemple dans son étude des mouvements de tempérance comme mobilisation visant à conserver le statut de *middle class* WASP inquiètes face aux immigrations européennes²⁴, fournissent un schème stimulant d'appréhension des mobilisations liées à des questions de morphologie sociale.

L'analyse du lien entre les transformations socio-économiques et culturelles, les dispositions et les disponibilités au militantisme ne passe pas exclusivement par l'enquête ethnographique, laquelle apparaît au demeurant moins bien adaptée pour des groupes moins ancrés territorialement. On doit ici déplorer l'absence, pas seulement en France, de recherches sur l'engagement menées au niveau des groupes socio-professionnels, combinant analyse quantitative et qualitative. Si l'intérêt porté aux propriétés individuelles des seuls « entrepreneurs de mobilisation » n'est pas injustifié, il conduit souvent à qualifier *ex post* (puisqu'après la mobilisation) leurs propriétés et savoir-faire de « ressources ». Même dans le cas des démarches sociographiques, l'attention aux propriétés des individus ne s'accompagne pas toujours d'une comparaison avec la distribution de ces mêmes propriétés au sein de la société globale ou dans le groupe des potentiels mobilisés. Cette attention aux propriétés des mobilisés apparaît ce faisant comme un outil de rétrodiction qui contribue souvent à faire de ces propriétés (qui sont évidemment significatives) des *conditions* nécessaires à l'engagement plus des révélateurs de strates historiques et de réseaux sociaux de recrutement. En ne partant pas des seuls publics militants, on se donnerait la possibilité de distinguer engagés et non engagés²⁵, et d'apprécier les propriétés respectives des deux catégories et, surtout de distinguer les formes et les types d'engagement selon la génération d'appartenance, le sexe, l'origine sociale, le lieu d'habitat, la trajectoire professionnelle saisis de manière relationnelle. Grâce à une telle comparaison, il serait plus facile de distinguer ce qui tient à des transformations globales (l'intensité du militantisme varie-t-elle en fonction du genre et de l'âge, du nombre d'enfants, du lieu de résidence ?...) et à des transformations qui touchent plus particulièrement la profession étudiée. C'est le sens de la recherche que Frédéric Sawicki et son équipe mènent actuellement sur les enseignants français, groupe central dans toutes les formes d'activisme dans notre pays.

L'examen approfondi de l'évolution de certains milieux socio-politiques (les organisations et les réseaux constitutifs du milieu catholique ou du milieu laïque par exemple) s'inscrit dans cette même stratégie de recherche, visant à concilier approche micrologique et macrologique. Les changements internes à l'Église catholique, eux-mêmes largement déterminés par des

23. Entendue chez lui comme non-connexion aux centres de pouvoir.

24. « Précisément parce que boire et ne pas boire ont été des moyens d'identifier les membres d'une sous-culture, la boisson et l'abstinence sont devenus des symboles de statut social, identifiant des niveaux sociaux de la société dont les styles de vie les séparaient culturellement. Ils indiquaient à quelle culture l'acteur était attaché et par conséquent à quel groupe social il empruntait ses modèles à imiter ou à rejeter et ses points de référence positifs ou négatifs pour juger son comportement. Le protestant américain natif, rural, du XIXe siècle respectait les idéaux de tempérance.(...). Les motivations religieuses et la ferveur morale n'apparaissent pas dans le vide, en dehors d'un contexte spécifique. Nous avons examiné les conditions sociales qui ont rendu le fait que certains boivent particulièrement irritant pour l'abstinente et le besoin d'action réformiste qui l'a pressé vivement. Ces conditions doivent être trouvées dans le développement des menaces à la position officiellement dominante des adhérents à la tempérance par ceux dont le style de vie diffèrait. Alors que sa propre prétention au respect social et à l'honneur sont diminuées, le citoyen sobre et abstinente recherche des actes publics au travers desquels il puisse réaffirmer la domination et le prestige de son style de vie. » (Gusfield, 1963 : 4)

25. Souvent même les adhérents sont négligés dans les enquêtes quantitatives sur le militantisme, empêchant ainsi de tester la validité des variables mises en avant pour expliquer le passage.

évolutions macro-sociales, se sont ainsi traduits par un embourgeoisement des « militants » catholiques²⁶ et par la délégitimation du style d'intervention propre à l'action catholique. Ils sont à l'origine de tensions qu'a fort bien décrites Jacques Lagroye entre deux régimes de vérité (le régime des certitudes et le régime du témoignage) et de rapport à l'institution, deux façons de vivre et d'exprimer sa foi (Lagroye 2006). Dans ce contexte, les catholiques les plus engagés à gauche, même si leur nombre est difficile à estimer avec précision, peinent de plus en plus à trouver leur place au sein des institutions d'Église, et reportent plus que jamais leur engagement en dehors du cadre paroissial, dans la sphère familiale ou dans des associations qui n'ont aucun lien avec l'institution.

Seule la prise en compte localisée et contextualisée des changements sociétaux évoqués par Robert D. Putnam permet donc d'échapper aux explications monistes des mutations de l'engagement militant, qu'elles soient à dominante culturelle (la montée de l'individualisme chère aux essayistes pressés) ou socio-économique (la transformation de la division sociale du travail, la « moyennisation » des sociétés post-industrielles...). L'histoire propre des milieux socio-politiques et des organisations qui les composent, leur densité sociale, médiatisent des changements sociétaux qui ne sont jamais univoques, y compris d'un territoire à l'autre comme l'a bien montré Julian Mischi (2002) dans son analyse de la déstructuration du parti communiste français, qui masque de véritables poches de résistance.

Les changements dans les formes de gouvernement de nos sociétés (multiplication des forums de discussion et d'expertise, intrication des niveaux de gouvernement du local à l'Europe...), bien analysés par les spécialistes de l'action publique mais délaissés par les adeptes de Putnam, doivent également être pris en compte si l'on veut comprendre l'évolution des formes et des profils militants. De la même façon que, comme l'a montré Norbert Elias, l'avènement de la monarchie absolue s'accompagne d'un processus de curialisation des guerriers, c'est-à-dire de refoulement de la violence privée, la généralisation de la démocratie procédurale, y compris sur le terrain social et dans les entreprises avec le développement des conventions collectives, a contraint la plupart des organisations militantes et des mouvements sociaux à renoncer à la violence, sauf de façon ritualisée – ce qui n'exclut pas certaines « bavures ». Cela impose aux militants une discipline (les partis révolutionnaires eux-mêmes y ont contribué en leur temps) qui ne peut être maintenue qu'au prix d'un long apprentissage et d'un travail sur soi. En cela, les transformations du syndicalisme n'ont fait que devancer celles de nombre de mouvements sociaux ou d'associations. Le capital militant fondé sur la maîtrise d'une idéologie ou des attitudes de révolte se traduisant par la volonté d'en découdre s'est ainsi trouvé progressivement démonétisé, au profit de la capacité à « tenir » une négociation et donc aussi « ses » troupes. Une telle évolution, qui a affecté de nombreuses associations, en l'absence d'une politique volontariste de formation, a toute chance d'avoir favorisé la promotion des militants dont les dispositions sociales étaient les plus ajustées. – comme elle a pu réduire drastiquement les gratifications liées à la dimension la plus expressive de l'engagement politique, au risque de contribuer à ce que deux rapports difficilement conciliables à l'engagement coexistent, mais ne cohabitent plus toujours dans les mêmes organisations.

26. Nous reprenons ici les termes utilisés par Jacques Lagroye pour « désigner tout(e) catholique pratiquant(e), régulièrement investi(e) dans des activités auxquelles est conférée une signification religieuse ». « Le terme de "militant" signifie seulement ici que l'intéressé(e) ne limite pas sa participation aux activités qui définissent ordinairement l'appartenance à l'institution (notamment l'"assistance" à la messe) » (Lagroye 2006 : 28, note 28).

Bien sûr, la culture militante conflictuelle, fondée sur une idéologie de classe et sur une inscription de l'action revendicative dans un projet de transformation politique globale n'a pas disparu ; elle reste à la base de la structuration identitaire de nombreux militants et est à l'origine de tensions internes aux individus eux-mêmes et aux organisations, à tous les niveaux, comme le montre notamment Anne-Catherine Wagner à propos des syndicalistes siégeant au sein de la Confédération européenne des syndicats (Wagner 2004). Les militants porteurs d'une culture contestataire ont su en outre inventer de nouvelles formes d'action et de nouvelles utopies comme en attestent le succès de la thématique altermondialiste et son caractère relativement fédérateur sur le plan local (Duriez 2005), national (Agrikoliansky et al. 2005) et international. En promouvant un discours essentiellement économique et en proposant un travail très intellectuel, sans l'associer à des actions ancrées dans la pratique quotidienne – hormis l'incitation à acheter des produits équitables –, un mouvement comme ATTAC peine cependant à enrôler des personnes faiblement ou moyennement diplômées et à se transformer en organisation de masse (Cruzel 2005). Par contraste, les succès militants de la Confédération paysanne apparaissent directement liés à sa capacité à associer des revendications catégorielles (la défense de l'agriculture de terroir, de certains produits) et générales et à associer ses membres dans des actions où chacun trouve sa place (démontage du McDonald de Millau, arrachage de plans d'OGM, manifestations, barrages...) (Bruneau 2005).

Le recours, à coups de subventions, par l'État et les collectivités locales, à des associations du secteur de l'animation, des loisirs, du sport, de l'environnement et du secteur social pour suppléer les insuffisances de l'administration et répondre à de nouveaux enjeux publics a constitué une transformation majeure de l'action publique territoriale. Il a considérablement modifié les modes d'organisation et de gestion des associations et a conduit à une professionnalisation statutaire et fonctionnelle des bénévoles ou des militants qui apparentent le fonctionnement des associations à celui des entreprises (Prouteau 2003)²⁷. L'espace ainsi disponible à l'intérieur de ces associations mais aussi dans l'ensemble du champ que couvrent leurs interventions pour des militants ne disposant pas des compétences attendues, mais pourtant prêts à se dévouer pour la cause, se trouve de fait considérablement restreint.

En résumé, pas plus que les changements sociétaux et macropolitiques n'ont d'effets univoques et mécaniques sur l'ensemble des groupes sociaux, ils n'affectent les chances de s'engager et les formes de l'engagement qu'à travers la façon dont ils sont retraduits, parfois amortis, parfois amplifiés, par les organisations intervenant dans les champs associatifs, politique et syndical en fonction de l'histoire propre à chaque nation, voire à chaque région et à chaque organisation. C'est précisément sur le travail organisationnel de formation et de sélection des militants que nous allons maintenant nous pencher.

Micro/meso : le façonnage organisationnel du militantisme

Il importe de porter une attention renouvelée aux organisations militantes *en tant qu'organisations* (quel que soit d'ailleurs leur degré d'institutionnalisation), travaillant les individus en même temps qu'elles sont travaillées par eux. Alors que la défection militante ne peut être renvoyée aux seuls éléments du cycle de vie individuel, nombre d'approches individuelles du militantisme ne spécifient pas les modalités par lesquelles les organisations militantes retiennent (volontairement ou non) certains profils sociaux et à l'inverse en

27. Ce phénomène se retrouve également au niveau international où l'on a assisté à partir des années 1980 à une utilisation massive des ONG humanitaires comme instruments d'intervention extérieure des États et de l'Union européenne (Dauvin & Siméant 2002).

découragent d'autres. Rosabeth Kanter le rappelait il y a déjà un certain temps, dans une définition synthétique et relationnelle de l'engagement : « *Commitment is a consideration which arises at the intersection of organizational requisites and personal experiences. [...] Commitment, then, refers to the willingness of social actors to give their energy and loyalty to social systems, the attachment of personality systems to social relations which are seen as self-expressive* » (1968 : 499). Dès lors, comprendre l'engagement dans une organisation suppose non seulement de rendre compte des motifs et des motivations, mais aussi des stratégies de l'organisation pour entretenir et orienter ces motivations. Cela renvoie à plusieurs pistes de recherche, qui s'entrecroisent avec une nécessaire réflexion sur la question de la professionnalisation, souvent traitée de façon univoque et téléologique.

L'attention au « repérage » des potentiels militants gagnerait ainsi à être développée, dans la lignée des démonstrations de Charles Suaud sur l'*inculcation* et le *repérage* de la vocation dans l'Eglise catholique (Suaud 1978). Elle emprunte, on l'a vu, les voies informelles liées aux réseaux sociaux d'appartenance, mais peut prendre des formes plus volontaristes, spécifiques à chaque organisation, en lien aussi avec des valorisations inégales du nombre ou de la conformité idéologique et biographique (que l'on pense à ce qui distingue le PCF des années de la bolchevisation, marqué par le rétrécissement des effectifs, de celui des années d'immédiate avant-guerre, au recrutement plus ouvert). Plus récemment et dans un tout autre registre, il n'est pas inintéressant que les techniques marketing du « direct dialogue » (Lefèvre 2003) c'est-à-dire la recherche active de nouveaux donateurs dans les rues, aient été adaptées par la section française d'Amnesty International afin de rechercher, non plus des donateurs, mais des militants auxquels proposer une offre d'engagement. La baisse du coût de la cotisation du côté des partis politiques est un autre symptôme de ces réflexions sur les « niches » d'activité (et d'identité) à offrir aux potentiels militants. Elle mériterait d'être analysée aussi à partir de la circulation des formes et modèles organisationnels, en s'intéressant aux individus qui se font les importateurs de nouvelles formes et façons de faire, que ce soit du côté des salariés et auxiliaires du champ politique (sondeurs et cabinets de conseil pour les mouvements associatifs), ou des moments de coagulation de mouvements tels que les forums sociaux.

Les prophéties et diagnostics, souvent auto-réalisateurs, sur ce que sont les attentes des potentiels militants (par exemple en matière de délibération et de participation), l'argument de la nécessité et du sens de l'histoire (ainsi de la nécessaire professionnalisation) est souvent brandi par ceux qui ont le plus intérêt à le faire, parce que leurs dispositions et leurs savoir-faire sont les plus ajustés à ces évolutions auxquelles ils auraient à gagner. Est-il étonnant, ainsi, qu'au sein du monde humanitaire les plus fervents défenseurs de la professionnalisation soient ceux qui ne sont pas porteurs de compétences médicales ou spécifiquement techniques, pour lesquels l'humanitaire n'est pas seulement la transposition benévole de savoirs médicaux mais autre chose (qui s'enseigne en troisième cycle), et qui sont les plus aptes à répondre aux exigences comptables et techniques de bailleurs de fonds auxquelles ils devront leur salaire ? En matière d'évolution des formes de l'action militante, il est difficile de séparer les transformations des propriétés de ceux qui les endossent et les légitiment.

Il serait particulièrement intéressant de comparer les modes de recrutement, puis de maintien et de façonnement de l'engagement, entre des organisations militantes à l'institutionnalisation très différente. Certaines des organisations les plus institutionnalisées et objectivées sont aussi celles qui ont le plus les moyens de travailler les bonnes formes de l'engagement de ceux qui les peuplent. Elles peuvent se contenter, à court terme au moins, d'un inégal ajustement de ces derniers à l'organisation. À l'inverse, dans les espaces militants les plus fluides, le

recrutement aura davantage de chances de se faire par capillarité et affinité des habitus – au risque précisément de décourager des potentiels engagés si ces derniers ne correspondent pas au profil social (âge, diplômes...) de l'organisation²⁸. Mais au fil du temps, toute organisation accueillant des activités vocationnelles tend à fournir les bonnes formes, verbalisables, dicibles, et légitimes, de la « motivation »²⁹, et à inviter ses membres à se les approprier. L'alignement des croyances des membres, leur formation, concernent des formes différemment institutionnalisées et codifiées de l'engagement, qui ne se limitent pas au cas du Parti Communiste ou de l'Église catholique, même si la réflexion produite sur la gestion des biographies, sur la formation des cadres ou des clercs, et plus généralement sur les formes légitimes de l'engagement au PCF ou dans l'Église, certes très spécifique, gagnerait à inspirer d'autres travaux. Ces « bonnes formes » ne passent d'ailleurs pas seulement par l'apprentissage de la doctrine de l'organisation. Elles peuvent inclure aussi une reconnaissance, implicite ou explicite, du caractère légitime de certaines gratifications individuelles (le voyage, les rencontres, les bénéfices liés à l'occupation de positions de pouvoir par le leader d'une force politique...) dès lors que ces dernières n'entrent pas en contradiction avec le service de la cause. L'importation des techniques de ressources humaines vers les populations de bénévoles est un signe parmi d'autres de la professionnalisation de la gestion du militantisme dans le secteur associatif, et de l'avènement potentiel d'un militantisme par projet qui fait écho à la cité par projets dont Luc Boltanski et Eve Chiapello observent l'avènement dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme* (1999).

Il reste également que la médiatisation de certaines causes, jointe à des campagnes de collecte de fonds de plus en plus professionnalisées, peut créer des hiatus entre offre et demande d'engagement, dans le sens où des campagnes destinées aux donateurs ou à un grand public dont il s'agit de gagner la sympathie, ont aussi des effets sur les candidats à l'engagement. Ainsi, un accord tacite entre médias et militants de Droit au logement aboutissait à ce que les reportages télévisés sur les mobilisations de mal-logés montrent de façon prioritaire des mal-logés français dans les actions, créant de ce fait un sérieux décalage avec la réalité d'une cause qui était majoritairement celle des mal-logés africains défendus par le DAL (Garcia 2005). Le rôle des médias mériterait ici d'être analysé finement dans ses effets sur le recrutement : l'exposition médiatique d'une cause peut à court terme canaliser des candidats à l'engagement vers une organisation, mais faute d'une prise en charge spécifique de ces nouveaux venus, de tâches quelque peu gratifiantes à leur confier ou encore d'une correspondance entre la composition sociale ou les orientations idéologiques de l'organisation, et celles qui ont été perçues au travers de campagnes médiatiques plus ou moins contrôlées, le reflux peut s'avérer très rapide.

On n'entend pas seulement par organisation une entité formalisée et inscrite dans le droit, mais toutes les formes d'action instituées et les contraintes qu'elles font peser sur ses membres, ainsi que la sélection que ces manières de faire opère sur les nouveaux entrants. Ainsi une attention renouvelée devrait ainsi être portée aux conceptions doctrinales relatives à l'organisation. Certaines formes organisationnelles semblent aujourd'hui très légitimes (dès lors qu'elles empruntent au registre délibératif), d'autres moins (on pense aux modèles les plus hiérarchisés de l'organisation). Mais ces dernières existent toujours et doivent de ce fait emprunter des modes de justification qui sont moins ceux de l'« unité » ou de « l'avant-

28. On a montré ailleurs (Sawicki 2002) comment l'ancienneté de l'appartenance pouvait générer des effets de clôture à l'égard de nouveaux engagés potentiels se sentant rebutés par la solidité des liens au sein de l'association.

29. Entendue ici moins comme une réalité relevant du seul for intérieur et qui serait au principe de l'action, que comme les motifs potentiels de l'action tels que peut se les représenter celui qui s'engage.

garde » que ceux de l'efficacité, de l'indispensable « professionnalisme », ou, compte tenu de l'hostilité des ennemis, du nécessaire secret avant des opérations risquées (Greenpeace, DAL...). Les conséquences de certaines pratiques organisationnelles vécues comme des étendards idéologiques et identitaires devraient davantage être envisagées : qu'il s'agisse de la dimension chronophage des pratiques délibératives, qui peut avoir pour effet d'exclure les salariés et les responsables de famille, de la place accordée à la prise de parole et à sa régulation (tours de parole ou spontanéisme) et ce faisant de l'exclusion plus ou moins grande qu'elle génère pour ceux et celles qui peinent à s'exprimer en public. Dans son article classique, Jo Freeman (1972) rappelait à juste titre les effets très inégalitaires de l'absence de structure hiérarchique dans les groupes féministes. Rémi Lefebvre montre bien quant à lui, dans la communication à ce colloque, les effets excluants, paradoxalement, de la généralisation des pratiques délibératives au sein du Parti Socialiste. Plus généralement, les transformations que subissent les organisations, à la fois du fait de mutations macro-sociales et d'investissements variables dans le temps, de la part de militants, sont à la source de décalages générationnels et plus généralement sociaux, qui peuvent être sources de défection.

La même attention devrait être portée aux théories indigènes tendant à établir des divisions au sein des organisations militantes. Si les théorisations surannées des cercles concentriques du militantisme partisan prêtent parfois à sourire, le langage au travers duquel les membres des organisations se désignent, eux et leurs homologues, devrait être davantage pris au sérieux : parle-t-on de bénévoles ? D'adhérents ? De militants ? D'activistes ? De volontaires ? Évoque-t-on les sympathisants ? Et ces catégories révèlent-elles une effective division du travail interne, ou encore une inégale valorisation des façons de militer ?

Sous cet aspect, la « professionnalisation », et le débat sur cette dernière, qui traverse nombre d'organisations militantes, est à elle seule un analyseur des transformations du militantisme et de ses conceptions légitimes. Elle renvoie d'une part à d'effectives transformations de l'action publique marquées par une sous-traitance croissante de pans entiers des politiques sociales, sanitaires ou environnementales (Smith & Lipsky, 1993) déléguées aux associations, à l'afflux corrélatif de financements vers ces dernières, et d'autre part à l'insertion accrue d'associations dans des dispositifs de concertation qui les incitent à investir diverses formes d'expertise. Les normes imposées par les bailleurs de fonds (publics ou privés) ont clairement des effets, dans les associations qui dépendent au moins partiellement de ces financements, et aboutissent fréquemment à reléguer les bénévoles dans des tâches subalternes... quand il en reste à accomplir. Ainsi, il n'est pas jusqu'au financement public de la vie politique qui ne produise des effets problématiques au sein des partis politiques français, en rendant plus rentable la monétarisation de certaines activités (devenues remboursables si elles sont effectuées par des entreprises, comme le collage d'affiche) qui échappent de façon croissante aux militants non qualifiés. On connaît enfin les cercles vicieux qui frappent un syndicalisme accusé de bureaucratisation, ce qui contribue à un recul de ses effectifs et à un plus grand nombre de tâches encore assurées par les permanents syndicaux, ce qui en retour contribue au reproche d'un accaparement des rôles de direction par ces derniers.

Mais c'est ici qu'il faudrait raisonner en termes de champ organisationnel, afin de comprendre l'inégale capacité des organisations à attirer, retenir et fidéliser ceux qui les peuplent – faute de quoi l'on ne ferait que tomber du modèle insatisfaisant de l'organisation « réceptacle » de dispositions individuelles ailleurs constituées, à celui tout aussi insatisfaisant de l'organisation *deux ex machina* de l'engagement. Cette capacité est, entre autres, liée au caractère sélectif, ou pas, des activités qui y sont menées. Ainsi, certaines associations restent attractives précisément parce qu'elles arrivent, plus que d'autres, à offrir des activités de faible technicité

ou de faible exigence idéologique à qui voudrait s'y engager : on pense au cas des Restos du cœur (Duchesne 2003) ou des volontaires chez mère Teresa (Zunigo 2003). Dans ce dernier cas, l'organisation n'est pas seulement attractive sur le plan religieux (y partent aussi des athées) mais parce qu'elle répond à une demande d'engagement ne trouvant pas toujours d'offre organisationnelle. Elle permet en effet une forme de virtuosité du don de soi (être auprès de malades et de mourants que l'on aide dans des gestes quotidiens) qui ne s'embarrasse d'aucune technicité et permet en quelque sorte un accès laïc – et latéral dans la mesure où il ne dépend pas entièrement de la façon dont l'organisation les définit – à des biens de salut. Mais toutes les organisations ne peuvent proposer des activités à faible coût d'entrée, et celles qui le font pratiquent également une forte division du travail interne afin d'éviter que les activités les moins nobles et qualifiées ne portent atteinte à l'image ou à l'efficacité perçue de l'organisation.

À l'inverse, une organisation demandeuse de compétences plus rares et chronophages, et qui refuserait la salarisation d'une partie de ses membres en son sein quand ses homologues y ont recours, se prive souvent d'une des façons de stabiliser les engagements dans le temps³⁰. À terme, il est probable que les militants les plus liés à la cause seront tentés, à activisme et conviction égaux, d'en vivre si la possibilité leur en est offerte dans une autre organisation. De même, apparaître (pour une association notamment), comme techniquement peu fiable est susceptible, par l'ombre portée sur la réputation de l'organisation, de faire chuter les gratifications ressenties par les militants à y appartenir. Ce faisant, s'il est faux de considérer la professionnalisation comme une antithèse de l'engagement et d'imaginer deux circuits entièrement distincts de recrutement selon que l'on envisage les salariés et les bénévoles, il est impossible de négliger les tensions liées à la division accrue du travail qu'elle induit³¹ – au point que les organisations doivent aujourd'hui entreprendre tout un travail de réenchâtement face aux déceptions induites par la division du travail en leur sein³². C'est ainsi à une large gamme d'interactions au sein des organisations qu'il importerait aujourd'hui de porter attention.

Répetons le, il importe de ne pas confondre les constructions sociologiques de la professionnalisation et les conceptions indigènes de cette dernière. D'autre part, il faut garder à l'esprit la non-linéarité des processus de « professionnalisation ». C'est pourquoi la question de la professionnalisation de l'engagement gagnerait à être pensée en référence aux débats sur la professionnalisation politique (Offerlé 1999). Toute la réflexion politiste autour de l'évolution de l'activité politique est d'un secours précieux pour comprendre la façon dont certains univers sociaux s'autonomisent peu à peu et tendent à délégitimer les formes les plus dilettantes et notablières de leur exercice, pour peu cependant que l'on ne considère pas ces processus comme linéaires et inéluctables, et que l'on arrive à les lier aux caractéristiques sociales des acteurs et des compétences qu'ils seront portés à universaliser. Logiques de professionnalisation et de sélection sociale, ici, se nourrissent mutuellement.

30. On a montré, dans le cas de l'humanitaire, que la salarisation n'équivalait pas à l'abandon d'un rapport militant à l'action (Dauvin & Siméant 2002).

31. Reconnaissons cependant que ces dilemmes se posent plus particulièrement dans l'espace associatif, dans lequel une relative uniformité thématique peut exister entre associations rivales alors que la défection liée à la salarisation est davantage stigmatisée dans l'espace partisan.

32. Pascal Dauvin (Dauvin & Siméant 2002) montre bien, ainsi, comment les organisations humanitaires doivent remotiver des logisticiens, administrateurs ou des formateurs en santé publique bien éloignés du geste direct qui sauve, en leur rappelant que leur activité s'inscrit dans une chaîne plus large qui nécessite leur action.

Conclusion

Les pistes de recherche proposées ici pourraient encourager à réinterroger l'histoire des organisations militantes traditionnelles à l'aune des interrogations contemporaines. Mais cette communication est aussi un plaidoyer pour une meilleure prise en compte du travail des organisations et des logiques structurelles qui contribuent à la formation de l'offre d'engagement. Elle invite, on l'aura compris, non seulement au décloisonnement théorique, mais plus généralement à mieux intégrer un certain nombre de transformations macrosociologiques telles que celles qui affectent l'école, le travail ou la culture. Si la sociologie des mobilisations pouvait à juste titre ne pas se satisfaire d'une seule évocation des conditions de possibilité des engagements, on n'est pas éloigné aujourd'hui d'approches qui, craignant d'être taxées de raisonner *ex post* ou de rater la singularité de leur objet, font preuve d'une singulière myopie, ou au mieux brossent à la hâte en dix lignes d'introduction une fresque macro sociale supposée être l'arrière-plan de leur objet d'étude.

Il y a en effet un certain paradoxe à « retomber » en permanence, quand on étudie les mobilisations, sur des bassins de recrutement du militantisme (réseaux chrétiens, nébuleuse laïque, fragments du conglomerat communiste...), ou de grandes organisations militantes institutionnalisées, fussent-elles en crise (syndicats), dont on évoque la présence comme des évidences, des « boîtes noires », alors que la sociologie de ces boîtes noires suscite moins d'intérêt scientifique que celle de mobilisations parfois microscopiques mais dont la possibilité serait peu probable sans les premières. Et il serait souhaitable, à tout le moins, que l'on ne se contente plus de généralisations vagues sur les transformations susceptibles d'affecter les transformations du militantisme (« mondialisation », « tertiarisation », « aspirations participatives »...), en les intégrant au contraire à l'objet d'étude, pour se donner les moyens de peser le poids de ces transformations en fonction de situations sociales spécifiques.

Il n'y a ainsi rien de contradictoire entre un plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte de logiques macro ou méso, et la sensibilité ethnographique qui caractérise une large part des travaux français sur le militantisme. D'une part, car ces transformations sociales, outre que leur pertinence doit à chaque fois être évaluée en contexte, sont aussi l'objet, pour certaines d'entre elles, d'une médiation idéologique de la part des organisations militantes, qu'il importerait d'étudier sans nécessairement s'embarrasser de la thématique rebattue des « cadres ». D'autre part, car une réelle prise en compte des logiques macrosociales (par exemple en matière de temps de travail) nécessite, pour comprendre leur poids, une attention renouvelée aux pratiques militantes et protestataires. Ce n'est pas la même chose de manifester que d'argumenter dans une réunion de concertation avec des adversaires, d'escalader une plate-forme pétrolière en Mer du Nord ou de signer une pétition par Internet, d'occuper un bâtiment ou de monter un dossier destiné à un recours en justice. Et singulièrement, ce n'est pas la même chose en termes de temps consacré à l'engagement, de degré d'expertise, de maîtrise de soi, en termes aussi de satisfaction et d'expression de ses préférences morales et politiques.

C'est d'ailleurs ce dernier aspect qui pourrait inviter à des investigations renouvelées. On pense ainsi à la question de l'exclusion sociale dans les univers militants, du fait précisément de nouvelles formes simultanées de division du travail social, au niveau macro, et de division sociale du travail au sein des organisations, qui ne se limitent pas à la loi d'airain de l'oligarchie. On pourrait tout particulièrement s'interroger sur la rétraction des espaces de la

« politique exécutive » pour reprendre la formule utilisée par Michel Verret pour qualifier le rapport privilégié des ouvriers à la politique qu'il oppose à la « politique représentative » (Verret 1988 : 225), l'exclusion de ceux qui militent d'abord pour « faire ». Il faudrait alors, de façon connexe, s'interroger sur le désajustement entre offre et demande d'engagement, tel qu'on peut le supposer au travers de la recrudescence de formes festives de mobilisation : comme si la réaction des candidats à l'engagement à la rationalisation croissante du travail militant débouchait sur la réappropriation festive de toutes les manifestations possibles...

Bibliographie :

- AGRIKOLIANSKY (Eric), 2001, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la *Ligue des droits de l'homme* dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), p. 27-46.
- AGRIKOLIANSKY (Eric), 2002, *La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945 : Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques ».
- AGRIKOLIANSKY (Éric), FILLIEULE (Olivier), MAYER (Nonna) (dir.), 2005, *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.
- AGRIKOLIANSKY (Éric), SOMMIER (Isabelle) (dir.), 2005, *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La Dispute, « Pratiques politiques ».
- ANDOLFATTO (Dominique), LABBÉ (Dominique), 2006a, *Histoire des syndicats : 1906-2006*, Paris, Seuil, « XXe siècle ».
- ANDOLFATTO (Dominique), LABBÉ (Dominique), 2006b, « La transformation des syndicats français. Vers un nouveau "modèle social" ? », *Revue française de science politique*, 56 (2), p. 281-297.
- ANDREWS (Molly), 1991, *Lifetimes of Commitment. Aging, Politics, Psychology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ANDRIEU (Claire), LE BÉGUEC (Gilles), TARTAKOWSKI (Danielle) (dir.), 2001, *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- ANDRIEUX (Andrée), LIGNON (Jean), 1973, *Le militant syndicaliste d'aujourd'hui. Ouvriers, cadres, techniciens, qu'est-ce qui les fait agir ?*, Préface de Pierre Naville, Paris, Denoël/Gonthier, « Médiations ».
- APKARIAN-LACOUT (Arlette), VERGES (Pierre), 1983, « L'irrésistible ascension des couches moyennes face à l'hégémonie communiste : Martigues », *Sociologie du travail*, XXV (2), p. 206-225.
- ARCHAMBAULT (Edith), 1996, *Le secteur sans but lucratif. Associations et fondations en France*, Paris, Economica.
- BARTHÉLÉMY (Martine), 2000, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BEAUD (Stéphane), PIALOUX (Michel), 1999, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard.
- BECKER (Howard S.), 1960, « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, 66, p. 32-40.
- BERLIVET (Luc), SAWICKI (Frédéric), 1994, « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes chrétiens de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, 27, p. 111-142.
- BÉVORT (Antoine), LALLEMENT (Michel), (dir.), 2006, *Le capital social. Performance, équité et réciprocité*, préface d'Alain Caillé, postface de Jean-Baptiste de Foucauld, Paris, La découverte, « Recherches ».
- BIZEUL (Daniel), 2003, *Avec ceux du FN : un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui ».
- BLIN (Thierry), 2005, *Les sans papiers de Saint-Bernard. Mouvement social et action organisée*, Paris, L'harmattan, « Logiques sociales ».
- BOLTANSKI (Luc), CHIAPELLO (Eve), 1999, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard NRF.

- BOUMAZA (Magali), 2002, *Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours : hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs*, Thèse pour le doctorat de science politique, Strasbourg, Université Robert Schuman, dir. Renaud Dorandeu.
- BOURDET (Yvon), 1976, *Qu'est-ce qui fait courir les militants ? Analyse sociologique des motivations et des comportements*, Paris, Stock.
- BOZON (Michel), 1984, *Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province. La mise en scène des différences*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- BROQUA (Christophe), FILLIEULE (Olivier), 2001, *Trajectoires d'engagement : Aides et Act Up*, Paris, Textuel.
- BRUNEAU (Ivan), 2002, « Un mode d'engagement singulier au Front national : la trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, 57, p. 183-211.
- BRUNEAU (Ivan), 2005, « La Confédération paysanne et le "mouvement altermondialisation". L'international comme enjeu syndical », *Politix*, 68, p. 111-134.
- CALLON (Michel), LASCOUMES (Pierre), BARTHE (Yannick), 2001, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, « La couleur des idées ».
- CAPDEVIELLE (Jacques), MOURIAUX (René), 1972, « Le militantisme syndical en France », *Revue française de science politique*, 22 (3), p. 566-581.
- CHARLE (Christophe), 1994, « Les Normaliens et la socialisme (1867-1914), in RÉBÉRIOUX (Madeleine), CANDAR (Gilles) (dir.), *Jaurès et les intellectuels*, Paris, Éditions de l'Atelier, p. 133-168.
- CLARK (Terry Nichols), HOFFMANN-MARTINOT (Vincent) (dir.), 2003, *La nouvelle culture politique*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques ».
- COLLOVALD (Annie) (dir.) avec LECHIEN (Marie-Hélène), ROZIER (Sabine), WILLEMEZ (Laurent), 2002, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Res Publica ».
- CONTREPOIS (Sylvie), 2003, *Syndicats, la nouvelle donne. Enquête sociologique au cœur d'un bassin industriel*, préface de Jean-Pierre Terrail, Paris, Syllepse.
- CROISAT (Maurice), LABBÉ (Dominique), 1992, *La fin des syndicats ?*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales ».
- CRUZEL (Élise), 2005, « "Passer à l'Attac". Éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, 68, p. 135-163.
- DARMON (Muriel), 2003, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui – laboratoire des sciences sociales ».
- DAUVIN (Pascal), SIMÉANT (Johanna) & C.A.H.I.E.R., 2002, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DIANI (Mario), McADAM (Doug) (eds), 2003, *Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action*, Oxford, Oxford University Press, « Comparative Politics ».
- DOBRY (Michel), 1986, *Sociologie des crises politiques La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DRESSEN (Marnix), 1999, *De l'amphi à l'établi... Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, « Histoire et société ».
- DREYFUS (Michel), PENNETIER (Claude), VIET-DEPAULE (Nathalie) (dir.), 1996, *La part des militants. Biographie et mouvement ouvrier : Autour du Maitron*, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Paris, Éditions de l'Atelier, « Patrimoine ».
- DUBET (François), 1994, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.
- DUBET (François), 2002, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, « L'épreuve des faits ».
- DUCHESNE (Sophie), 2003, « Dons et recherche de soi, l'altruisme en question aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International », *Les Cahiers du Cevipof*, 33.

- DUCHESNE (Sophie), HAMIDI (Camille), 2001, « Associations, politiques et démocratie : les effets de l'engagement associatif sur le rapport au politique », in ANDRIEU (Claire), LE BEGUEC (Gilles), TARTAKOWSKY (Danielle), (dir.), 2001, *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 625-642.
- DURIEZ (Bruno), SAWICKI (Frédéric), 2003, « Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale : le cas de la CFDT », *Politix*, 63, p. 17-57.
- DURIEZ (Hélène), 2005, « Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille », *Politix*, 68, p. 165-1999.
- EBAUGH (Helen Rose Fuchs), 1988, *Becoming an Ex: The Process of Role Exit*, Chicago, University of Chicago Press.
- ELIASOPH (Nina), 1998, *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ÉTHUIN (Nathalie), 2003a, *À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres du PCF (1970-2003)*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Lille 2, dir. Christian-Marie Wallon-Leducq.
- ÉTHUIN (Nathalie), 2003b, « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, 63, p. 145-168.
- FEDERINI (Fabienne), 2006, *Écrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui / Lab. Sciences Sociales ».
- FILLIEULE (Olivier) (dir.), 1993, *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan.
- FILLIEULE (Olivier) (dir.), 2005, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, « Sociologiquement ».
- FILLIEULE (Olivier), 1997, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FILLIEULE (Olivier), 2000, « Dynamics of Commitment in the Sector Known as "Solidarity": Methodological Reflections Based on the Case of France », in GIUGNI (Marco), PASSY (Florence) (eds), *Solidarity Movements*, New York et Oxford, Rowman & Littlefield Pub.
- FILLIEULE (Olivier), 2001, « Post-scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), p. 199-215.
- FILLIEULE (Olivier), BROQUA (Christophe), 2000, « Raisons d'agir et proximité à la maladie dans l'économie de l'engagement à AIDES, 1984-1998 », dans MICOUD André, PERONI Michel (dir), *Ce qui nous relie*, Paris, Editions de l'Aube, p. 283-315.
- FILLIEULE (Olivier), BROQUA (Christophe), 2001, *Trajectoires d'engagement*, Paris, Textuel.
- FILLIEULE (Olivier), MAYER (Nonna) (dir.), 2001, « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), p. 19-25.
- FILLIEULE (Olivier), PÉCHU (Cécile), 1993, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales ».
- FOURCAUT (Annie), 1986, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions ouvrières/Presses de la FNSP.
- FREEMAN (Jo), 1972, « The Tyranny of the Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, 17, p. 151-165.
- FRETEL (Julien), 2004, « Quand les catholiques vont au parti », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 155, p. 77-89.
- FRETEL (Julien), 2004, *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris 1, dir. J. Lagroye.
- GARCIA (Guillaume), 2005, *Les causes des « Sans » à l'épreuve de médiatisation. La construction médiatique des mobilisations sociales émergentes : enjeux et perspectives*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris IX, dir. Jacques Gertslé.
- GAUBERT (Christophe), LECHIEN (Marie-Hélène), TISSOT (Sylvie) (dir.), 2006, *Reconversions militantes*, Limoges, PULIM.
- GAXIE (Daniel), 1977, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), p. 123-154.

- GAXIE (Daniel), 2005, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11 (1), p. 157-188.
- GEAY (Bertrand), 1999, *Profession : Instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*, Paris, Seuil, « Liber ».
- GIUGNI (Marco), PASSY (Florence) (eds), 2001, *Political Altruism ? Solidarity Movement in International Perspective*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- GOTTRAUX (Philippe), 1997, « Socialisme ou barbarie ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot.
- GOULD (Roger V.), 1991, « Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871 », *American Sociological Review*, 56, p. 716-729.
- GOUSSET (Sandrine), 2004, *Sociabilités bourgeoises et investissements « philanthropique » : une approche par les clubs Rotary*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université de La Rochelle, dir. Johanna Siméant.
- GUSFIELD (Joseph R.), 1963, *Symbolic Crusade: Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press.
- HAMIDI (Camille), 2002, *Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration*, Thèse pour le doctorat de science politique de l'IEP de Paris, dir. Nonna Mayer.
- HAMIDI (Camille), 2003, « Lire le capital social. Autour de Robert Putnam », *Revue française de science politique*, 53 (4), p. 607-613.
- HAMIDI (Camille), 2006, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 56 (1), p. 5-25.
- HASTINGS (Michel), 1991, *Halluin la rouge : 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégies d'implantation*, Lille, Presses universitaires de Lille.
- HÉRAN (François), 1988a, « Un monde sélectif : les associations », *Économie et Statistiques*, 208, p. 17-31.
- HÉRAN (François), 1988b, « Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents », *Économie et Statistiques*, 208, p. 33-44.
- HERVIEU-LEGER (Danièle), 1999, *Le pèlerin et le converti. La religion en mouvement*, Paris, Flammarion, « Champs ».
- HIRSCHMAN (Albert O), 1995, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard (1^{ère} éd. 1970).
- HIRSCHMAN (Albert O.), 1983, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, « L'espace du politique » (1^{ère} éd. 1982).
- INGLEHART (Ronald), 1977, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.
- INGLEHART (Ronald), 1993, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica (1^{ère} éd. 1990).
- ION (Jacques) (dir.), 2001, *L'engagement au pluriel*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, « Matière à penser-sociologie ».
- ION (Jacques), 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, « Enjeux de société ».
- ION (Jacques), FRANGUIADAKIS (Spyros), VIOT (Pascal), 2005, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, « Cevipof ».
- ION (Jacques), PERONI (Michel) (dir.), 1997, *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- JASPER (James M.), 1997, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago and London, The University of Chicago Press.
- JORDAN (Grant), MALONEY (William), 1997, *The Protest Business? Mobilizing Campaign Groups*, Manchester et New York, Manchester University Press, « Issues in Environmental Politics ».

- JUHEM (Philippe), 1998, *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, Thèse de science politique, Paris X, dir. B. Lacroix.
- JUHEM (Philippe), 2001, « Entreprendre en politique, De l'extrême-gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de *SOS-Racisme* », *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), p. 131-154.
- KANTER (Rosabeth Moss), 1968, « Commitment and Social Organization », *American Sociological Review*, 33 (4), p. 499-517.
- KLANDERMANN (Bert), 2004, « The Demand and Supply of Participation: Social Psychological Correlates of Participation in Social Movements », in SNOW (David A.), SOULE (Sarah A.), KRIESI (Hanspeter) (eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, p. 360-379.
- KLEIDMAN (Robert), 1994, « Volunteer Activism and Professionalism in Social Movement Organizations », *Social Problems*, 41 (2), p. 257-276.
- KRIEGEL (Annie), 1968, *Les communistes : essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil.
- LABBÉ (Dominique), 1996, *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques ».
- LABBÉ (Dominique), COURTOIS (Stéphane) (dir.), 2001, *Regards sur la crise du syndicalisme*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales ».
- LACROIX (Bernard), 1981, *L'utopie communautaire*, Paris, Presses Universitaires de France, « Sociologie d'aujourd'hui ».
- LAFONT (Valérie), 2001a, « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), p.175-198.
- LAFONT (Valérie), 2001b, « Lien politique et lien social : la vie associative et l'engagement au Front national », in ANDRIEU (Claire), LE BEGUEC (Gilles), TARTAKOWSKY (Danielle) (dir.), *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 419-437.
- LAGRAVE (Rose-Marie) (dir.), 1987, *Celles de la terre. Agricultrice l'invention politique d'un métier*, Paris, Éditions de l'EHESS, « Recherches d'histoire et de sciences sociales ».
- LAGROYE (Jacques), 1997, « La production sociale de la solidarité », in *Produire les solidarités, La part des associations*, Paris, MIRE, Rencontres et Recherches, p. 37-50.
- LAGROYE (Jacques), 2006, *La vérité dans l'Église catholique. Contestations et restauration d'un régime d'autorité*, Paris, Belin, « Sociologiquement ».
- LAGROYE (Jacques), LORD (Guy), MOUNIER-CHAZEL (Lise), PALARD (Jacques), *Les militants politiques dans trois partis français*, Paris, Pedone, 1976.
- LAGROYE (Jacques), SIMEANT (Johanna), 2002, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in FAVRE (Pierre), HAYWARD (Jack), SCHEMEIL (Yves) (dir.), 2003, *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 53-71.
- LAHIRE (Bernard), 1998, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, « Essais et recherches ».
- LAHIRE (Bernard), 1999, « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », in LAHIRE (Bernard) (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La découverte, p. 121-152.
- LAHIRE (Bernard), 2002, *Portaits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, « Essais et recherches ».
- LASCOUMES (Pierre), 1994, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui. Série écologie et société ».
- LE QUENTREC (Yannick), RIEU (Annie), 2003, *Femmes : engagements publics et vie privée*, Paris, Syllepse.
- LECHIEN (Marie-Hélène), 2003, « Des militants de la "cause immigrée". Pratiques de solidarité et sens privé de l'engagement », *Genèses*, 50, p. 91-110.
- LECLERCQ (Catherine), 2005, « "Raisons de sortir". Les militants du parti communiste français », in FILLIEULE (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, « Sociologiquement », p. 131-153.

- LÉFÈVRE (Sylvain), 2003, *Collecte de fonds, militantisme et marketing : le programme Direct Dialogue à Greenpeace France*, Mémoire de DEA de science politique, Université Lille 2, dir. F. Sawicki.
- LICHTERMAN (Paul), 1996, *The Search for Political Community. American Activists Reinventing Commitment*, New York, Cambridge University Press.
- LOFLAND (John F.), STARK (Rodney), 1965, « Becoming a World-Saver : A Theory of Religious Conversion », *American Sociological Review*, 30, p. 862-874.
- LOISEAU (Dominique), 1996, *Femmes et militantisme*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales ».
- MAÎTRE (Jacques), 1994, *L'autobiographie d'un paranoïaque*, avant-propos dialogué avec Pierre Bourdieu, Paris, Anthropos.
- MARESCA (Sylvain), 1983, *Les dirigeants paysans*, Paris, Minuit, « Le sens commun ».
- MARIJNEN (Anne), 2000, *Mobilisations politiques et monde rural : le cas du Parti communiste italien dans la province de Sienne de 1944 aux années 1960*, Thèse pour le doctorat en histoire, Institut universitaire européen de Florence, sous la direction de Heinz-Gerhard Haupt et Michel Offerlé.
- MASCLET (Olivier), 2003, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, préface d'Olivier Schwartz, Paris, La Dispute, « Pratiques politiques ».
- MATHIEU (Lilian), 2001, *Mobilisations improbables. L'action collective des prostituées*, Paris, Belin, « Socio-histoires ».
- MATONTI (Frédérique), 2005, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, « L'espace de l'histoire ».
- MATONTI (Frédérique), POUPEAU (Franck), 2004, « Le capital militant (1) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, p. 5-11.
- MAURER (Sophie), 2001, *Les chômeurs en action, décembre 1997-mars 1998 : mobilisation collective et ressources compensatoires*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales ».
- MAURER (Sophie), PIERRU (Emmanuel), 2001, « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998 : retour sur un "miracle social" », *Revue française de science politique*, 51 (3), p. 371-407.
- MAYER (Nonna), 2003, « Les conséquences politiques du capital social : le cas français », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), p. 381-395.
- MCADAM (Doug), 1986, « Recruitment to High Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 92 (1), p. 64-90.
- MCADAM (Doug), 1988, *Freedom Summer*, Oxford, Oxford University Press.
- MCADAM (Doug), 1989, « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, 54 (5), p. 744-760.
- MEMMI (Dominique), 1985, « L'engagement politique », in GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean) (dir.), 1985, *Traité de science politique*, Paris, PUF, vol. 3, p. 310-366.
- MICHEL (Hélène), WILLEMEZ (Laurent), 2002, « Investissements savants et investissements militants du droit du travail : syndicalistes et avocats travaillistes dans la défense des salariés », in HAMMAN (Philippe), MEON (Jean-Mathieu), VERRIER (Benoît), (éd.), *Discours savant, discours militant... Mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques », p. 153-175.
- MIRE, 1997, *Produire les solidarités. La part des associations*, Paris, Rencontres et Recherches.
- MISCHI (Julian), 2002, *Structuration et désagrégation du communisme français. 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse pour le doctorat d'études politiques, EHESS, dir. Marc Lazar.
- MOTHÉ (Daniel), 1973, *Le métier de militant*, Paris, Seuil, « Points ».
- MOURIAUX (René), 1983, *Les syndicats dans la société française*, Paris, Presses de la FNSP.
- MOURIAUX (René), 1998, *Crises du syndicalisme français*, Paris, Montchrestien, « Clefs ».
- NEVEU (Catherine), 2004, *Citoyenneté et espace public : habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*, Villeneuve d'Ascq, Presses du Septentrion.
- NEVEU (Érik), 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte « Repères ».

- OBERSCHALL (Anthony), 1973, *Social Conflict and Social Movements*, New York, Prentice-Hall.
- OFFE (Claus), 1997, *Les démocraties modernes à l'épreuve*, textes réunis et présentés par Yves Sintomer et Didier Le Saout, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques ».
- OFFERLE (Michel) (dir.), 1999, *La profession politique, XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, « Socio-histoires ».
- OFFERLÉ (Michel), 1984, « Illégitimité et légitimation du personnel ouvrier en France avant 1914 », *Annales ESC*, 4, p. 681-713.
- OFFERLE (Michel), 1998, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien « Clefs » (1^{ère} éd. 1994).
- OGIEN (Albert), 1999, *Sociologie de la déviance*, Paris, Armand Colin, « Collection U » (1^{ère} éd. 1995).
- OLLITRAUT (Sylvie), 2001, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), p. 105-130.
- PARIZOT (Isabelle), 2003, *Soigner les exclus. Identités et rapports sociaux dans les centres de soins gratuits*, Paris, PUF, « Le lien social ».
- PASSY (Florence), 1998, *L'action altruiste - Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Droz.
- PECHU (Cécile), 2001, « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), p. 73-103.
- PÉCHU (Cécile), 2004, *Du Comité des Mal logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation : les transformations contemporaines de l'action collective*, Thèse pour le doctorat de science politique, IEP de Paris, dir. Pierre Favre.
- PENEFF (Jean), 1979, « Autobiographies de militants ouvriers », *Revue française de science politique*, XXIX (1), p. 53-82.
- PENNETIER (Claude), PUDAL (Bernard) (dir.), 2002, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, « Socio-histoires ».
- POLITIX, 2004, « Militants de l'altermondialisation », dossier coordonné par O. Fillieule, E. Agrikoliansky et N. Mayer, 68.
- PROUTEAU (Lionel) (dir.), 2003, *Les associations entre le bénévolat et la logique d'entreprise*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « L'univers des normes ».
- PROUTEAU (Lionel), 1998, « Les différentes façons d'être bénévole », *Économie et statistique*, 311, p.57-73.
- PUDAL (Bernard), 1988, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP.
- PUDAL (Bernard), 2005, « Gérard Belloin, de l'engagement communiste à l'«auto-analyse» », in FILLIEULE (Olivier) (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, « Sociologiquement », p. 155-170.
- PURSEIGLE (François), 2004, *Les sillons de l'engagement. Jeunes agriculteurs et action collective*, Paris, L'Harmattan, « Débat jeunesse ».
- PUTNAM (Richard D.), 2000, *Bowling Alone: the Collapse and Revival of American Community*, New-York, Simon & Schuster.
- RAVON (Bertrand), RAYMOND (Roland), 1997, « Engagement bénévole et expérience de soi : l'exemple des Restos du cœur », in ION (Jacques), PERONI (Michel) (dir.), *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 99-109.
- RETIÈRE (Jean-Noël), 1994, « Être sapeur-pompier volontaire : du dévouement à la compétence », *Genèses*, 16, p. 94-113.
- RETIÈRE (Jean-Noël), 1994, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, « Le monde de la vie quotidienne ».
- REYNAUD (Emmanuèle), 1980, « Le militantisme moral », in MENDRAS (Henri) (dir.), *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », p. 271-286.
- SAINSAULIEU (Renaud), LAVILLE (Jean-Louis) (dir.), 1997, *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social*, Paris, Desclée de Brouwer, « Sociologie économique ».

- SAWICKI (Frédéric), 1997, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, « Socio-histoires ».
- SAWICKI (Frédéric), 1999, « Classer les hommes politiques », in OFFERLE (Michel) (dir.), *La profession politique, XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, coll. «Socio-histoires», p. 135-170.
- SAWICKI (Frédéric), 2000, « Les politistes et le microscope », in BACHIR (Myriam) (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, CURAPP, 2000, p. 187-208.
- SAWICKI (Frédéric), 2003, « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in LAGROYE (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, « Socio-histoires », p. 123-146.
- SAWICKI (Frédéric), LEFEBVRE (Rémi), NEVEU (Catherine), VILLALBA (Bruno), 2001, *Les revendications liées à l'environnement dans l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais : la difficile émergence d'une cause*, Rapport de recherche, Plan urbain construction, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, 250 p.
- SIMÉANT (Johanna), 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SIMÉANT (Johanna), 2003, « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in LAGROYE (Jacques) (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, « Socio-histoires », p. 163-196.
- SIMÉANT (Johanna), 2003, « Une mondialisation du sans-frontiérisme humanitaire ? », in LAROCHE (Joseph) (dir.), *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Paris, PUF, IRIS, p. 121-133.
- SIMONET-CUSSET (Maud), 2002, « "Give back to the community". Le monde du bénévolat américain et l'éthique de la responsabilité communautaire », *Revue française des affaires sociales*, 4, p. 167-188.
- SMITH (Steven R.), LIPSKY (Michael), 1993, *Nonprofits for Hire: The Welfare State in the Age of Contracting*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- SNOW (David A.), ZURCHER (Louis A.), EKLAND-OLSON (Sheldon), 1980, « Social Networks and Social Movements : A Microstructural Approach to Differential Recruitment », *American Sociological Review*, 45, p. 787-801.
- SOMMIER (Isabelle), 1998, *La Violence politique et son deuil*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- SOMMIER (Isabelle), BRUGIÉ (Jean), 2005, *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Paris, Flammarion.
- STRAUSS (Anselm), 1993 *Continual Permutations of Action*, New York, Aldine de Gruyter,
- SUAUD (Charles), 1978, *La vocation : conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Paris, Minuit, « Le sens commun ».
- SUBILEAU (Françoise), 1981, « Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : État des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, 31 (5-6), p. 1038-1068.
- TILLY (Charles), 1978, *From Mobilisation to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley.
- TIXIER (Pierre-Eric), 1992, *Mutation ou déclin du syndicalisme ? Le cas de la CFDT*, Paris, PUF, « Sociologies ».
- TOURAINÉ (Alain) (dir.), 1982, *Mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Paris, Les Éditions ouvrières.
- TOURAINÉ (Alain), 1969, *La société post-industrielle. Naissance d'une société*, Paris, Denoël-Gonthier.
- UBBIALI (Georges), 1999, « La reconversion des professionnels du syndicalisme », *Travail et emploi*, 80, p. 141.
- VAN DETH (Jan) (ed.), 1997, *Private Groups and Public Life. Social Participation, voluntary associations and political Involvement in representative Democracy*, Londres, Routledge.
- VENNER (Fiammetta), 2002, *Les mobilisations de l'entre-soi : définir et perpétuer une communauté : le cas de la droite radicale française, 1981-1999*, thèse pour le doctorat de science politique, IEP Paris, dir. Pascal Perrineau.
- VERRET (Michel) (avec la collaboration de CREUSEN (Joseph)), 1988, *La culture ouvrière*, Saint-Sébastien-sur-Loire, ACL Éditions.

WAGNER (Anne-Catherine), 2004, « Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, p. 13-34.

WILLEMEZ (Laurent), 2003, « Engagement professionnel et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés », *Politix*, 62, p. 145-164.

WILLEMEZ (Laurent), 2004, « *Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques-RIAC*, 51, p. 71-82.

ZUNIGO (Xavier), 2003, *Volontaires chez Mère Teresa*, Paris, Belin, « Sociologiquement ».